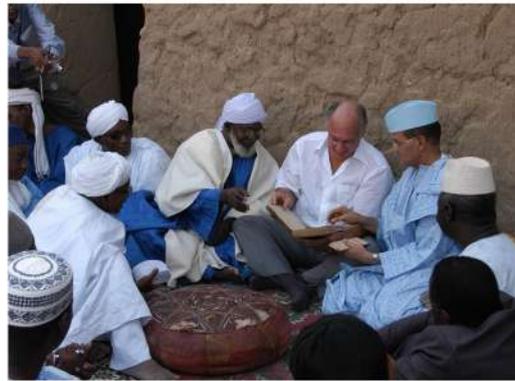




AGA KHAN DEVELOPMENT NETWORK

Contributions en faveur du développement en Afrique de l'Ouest sur la période 2005-2020





Page de couverture : (En haut de gauche à droite) une productrice de noix de cajou basée dans le centre de la Côte d'Ivoire ; le Parc National du Mali à Bamako, au Mali ; une mère passe un examen de contrôle, au Mali ; (Au milieu de gauche à droite) une classe de développement de la petite enfance à Mopti, au Mali ; Son Altesse l'Aga Khan échange avec des dignitaires à Tombouctou, au Mali, en 2003 ; un technicien examine des cristaux de sucre au microscope à la SN SOSUCO, à Banfora, au Burkina Faso ; (En bas de gauche à droite) des ouvriers classent les noix selon les normes établies par l'Association of Food Industries dans l'usine de Cajou des Savanes de Bouaké, en Côte d'Ivoire ; la grande mosquée de Djenné, au Mali ; des producteurs de coton dans le nord de la Côte d'Ivoire.

SOMMAIRE

2	AVANT-PROPOS
3	RÉSUMÉ
8	INTRODUCTION

QUATRE ANALYSES APPROFONDIES POUR COMPRENDRE LES CONTRIBUTIONS DE L'AKDN EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE DE L'OUEST

12	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
20	ÉCONOMIES RURALES ET RÉSILIENCE ENVIRONNEMENTALE
30	DÉVELOPPEMENT SOCIAL
38	CULTURE ET COHÉSION SOCIALE
54	L'AVENIR DE L'AKDN EN AFRIQUE DE L'OUEST
55	ANNEXE 1 – NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Le Réseau Aga Khan de développement (AKDN) regroupe les capacités de plusieurs agences, institutions et programmes de développement qui œuvrent auprès des personnes les plus démunies d'Asie et d'Afrique. Fondé et dirigé par Son Altesse l'Aga Khan, 49^e imam des musulmans chiites imamites ismailis, il élabore et met en œuvre des mécanismes afin de renforcer l'autonomie et d'améliorer la qualité de vie globale des personnes dans le besoin.

AVANT-PROPOS

Depuis 1965

Le Réseau Aga Khan de développement (AKDN) et ses partenaires contribuent au développement de l'Afrique de l'Ouest depuis 1965. Sous l'impulsion de Son Altesse l'Aga Khan, l'AKDN a mis en place une structure institutionnelle en vue de soutenir le développement économique, social, environnemental et culturel de la région. Avec les pouvoirs publics, les organisations de la société civile, les communautés et des acteurs du secteur privé tournés vers l'avenir, l'AKDN s'efforce de concrétiser leur objectif commun de bâtir des nations plus fortes dont les populations jouissent d'une meilleure qualité de vie.

Bien que l'AKDN soit actif en Afrique de l'Ouest depuis 1965, cette étude porte sur le travail qu'il a accompli dans la région sur la période 2005-2020, et plus particulièrement sur celui de la Fondation Aga Khan (AKF), du Fonds Aga Khan pour le développement économique (AKFED) - par l'intermédiaire de Industrial Promotion Services (IPS), de l'Agence Aga Khan pour la microfinance (AKAM) et de la Première Agence de Microfinance (PAMF) - et du Trust Aga Khan pour la culture (AKTC).

Elle met en lumière les nombreuses initiatives lancées par l'AKDN pour contribuer au développement de l'Afrique de l'Ouest : renforcement des économies rurales, valorisation des chaînes de valeur agricoles dans des filières majeures telles que la noix de cajou, le coton et le sucre, investissements continus dans des infrastructures de production énergétique, renforcement de l'inclusion financière et de l'accès aux services de prêt (dans des zones où il n'y en avait auparavant pas) pour soutenir les entrepreneurs locaux, mise en place de mesures d'adaptation au changement climatique, amélioration de l'accès à l'eau, à l'éducation et aux services de santé, protection de l'architecture locale, investissements dans la préservation de mosquées en terre historiques, création d'un parc urbain moderne et revitalisation d'un zoo.

Au nom de l'AKDN, nous souhaitons exprimer toute notre reconnaissance envers les gouvernements de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Burkina Faso et du Sénégal et nos autres partenaires de développement, sans qui nous ne pourrions mener notre travail d'amélioration de la qualité de vie des communautés de la région.

Nous remercions sincèrement l'ensemble du personnel des agences de l'AKDN pour son travail, ainsi que toutes les personnes qui ont participé à l'élaboration du présent document.

Signé par

Ferid Nandjee – Représentant diplomatique de l'AKDN en Afrique de l'Ouest

Mahamadou Sylla – Directeur général de IPS (WA)

Mahmoud Rajan – Président du conseil d'administration de la PAMF en Afrique de l'Ouest

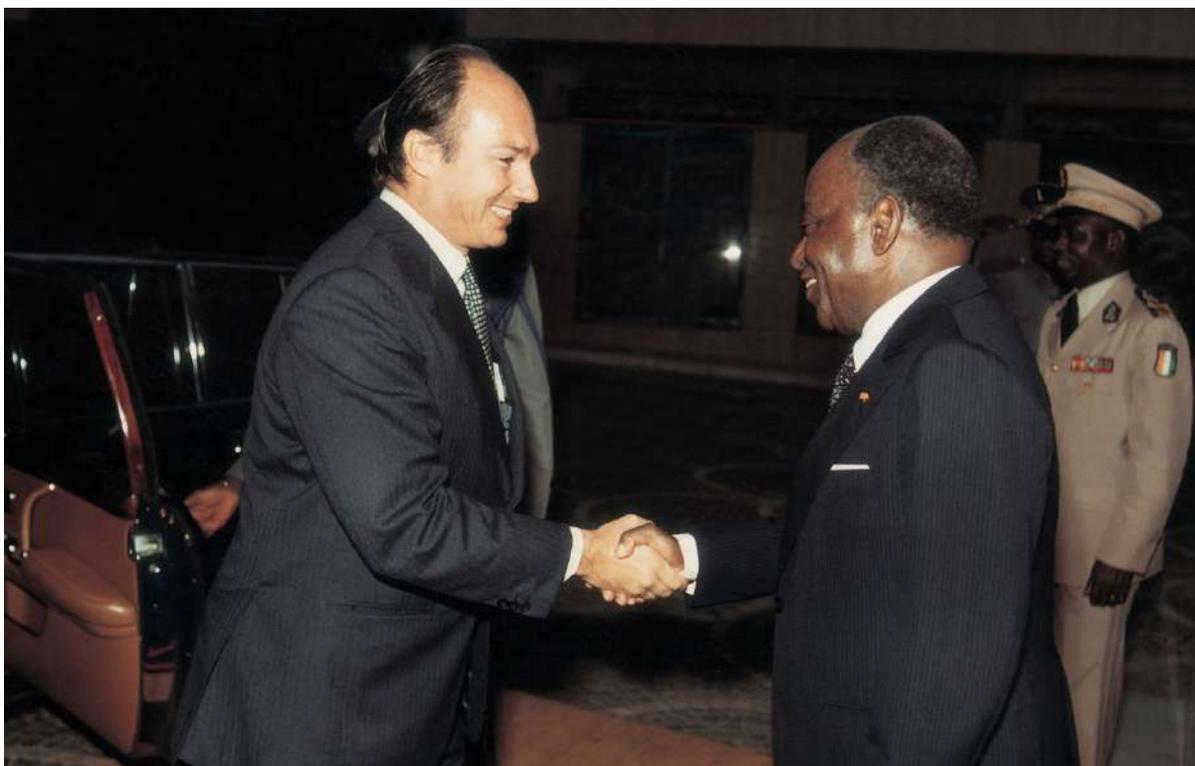
Jean-Jacques Meunier – Directeur général de l'AKF en Afrique de l'Ouest

Christophe Bouleau – AKTC

RÉSUMÉ

L'amélioration de la qualité de vie est l'idée qui motive la présence du Réseau Aga Khan de développement (AKDN) en Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Mali et Sénégal), et c'est en ce sens que l'organisation a, à ce jour, amélioré la vie de plus de neuf millions de personnes dans la région. Pour arriver à ce résultat, le Réseau a adopté une approche pratique. Il a par exemple créé des emplois (20 000 rien qu'en 2017) et collaboré avec plus de 90 000 agriculteurs locaux. Dans les faits, l'AKDN a injecté plus de 3,6 milliards de dollars dans les économies régionales entre 2005 et 2020, que ce soit par le biais des salaires versés à ses employés directs et indirects, des crédits accordés aux petits entrepreneurs, des impôts versés aux gouvernements nationaux et locaux ou de l'achat de produits auprès de producteurs locaux. Il a en outre mobilisé plus de 200 millions de dollars d'investissements à impact social dans les secteurs de la santé, de l'éducation et du développement économique, dont près de 700 000 personnes ont bénéficié au cours de cette période. En prenant en considération l'effet multiplicateur de ces apports financiers (comment l'injection de nouveaux capitaux dans une communauté cible entraîne l'augmentation de l'activité économique par l'acquisition de biens et de services qui, à leur tour, stimulent l'activité économique), la valeur économique totale des contributions de l'AKDN en Afrique de l'Ouest sur la période 2005-2020 est estimée à 18,8 milliards de dollars. (Nous vous invitons à consulter l'Annexe 1 pour découvrir plus en détail le fonctionnement de cet effet multiplicateur et la façon dont il est calculé).

C'est en 1965 que l'AKDN s'est implanté en Afrique de l'Ouest, lorsque Son Altesse l'Aga Khan a commencé à échanger avec le président ivoirien Félix Houphouët-Boigny, les deux hommes cherchant alors par quels moyens le Réseau et le gouvernement de la Côte d'Ivoire pourraient travailler ensemble au renforcement du développement national. Lors de ces discussions, l'Aga Khan apprit que l'un des plus grands obstacles au développement du pays était le manque de solutions de conditionnement pour les producteurs agricoles. Dans les années 1960, la Côte d'Ivoire misait sur la culture du cacao pour stimuler son développement. Toutefois, le secteur de l'emballage n'était alors pas développé sur le territoire, et la plupart des cabosses de cacao produites par les agriculteurs n'étaient pas récoltées et conditionnées pour la vente. Par chance, Son Altesse l'Aga Khan avait à cette époque déjà investi dans le secteur du jute au Bangladesh. Sous son impulsion, IPS (WA) a ainsi entrepris de fabriquer des sacs en toile de jute en Côte d'Ivoire. C'est ainsi qu'en 1965 est née Filtisac, la première usine d'emballage du pays et la première étape de l'engagement durable de l'AKDN dans la région.



Son Altesse l'Aga Khan salue Félix Houphouët-Boigny, président de la Côte d'Ivoire, après une visite officielle à Yamoussoukro en 1979.

RÉSUMÉ (SUITE)

Au fil des années, l'AKDN s'est engagé dans plusieurs secteurs tels que la production d'énergie, le développement des infrastructures, l'agro-industrie (avec des investissements dans les chaînes de valeur du coton, de la noix de cajou et de la canne à sucre), la microfinance, le développement et la réhabilitation de biens culturels, ainsi que le développement social dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'adaptation au changement climatique et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

C'est donc sur cette conversation que les deux dirigeants ont eue à propos du potentiel que le cacao pouvait avoir dans le développement national que les interventions de l'AKDN ont pris racine en Afrique de l'Ouest. Ce document a pour objectif de présenter toutes les contributions du Réseau Aga Khan de développement en faveur du développement en Afrique de l'Ouest sur la période 2005-2020.

Évolution

La création de Filtisac marque le début des activités de IPS (WA) en Afrique de l'Ouest. Grâce au travail et au savoir-faire de l'entreprise, l'AKDN et IPS (WA) ont ainsi pu se familiariser avec de nombreuses chaînes de valeur agricoles dans la région, notamment dans les filières du cacao, du café, du coton et de la noix de cajou. À ses débuts en 1965, Filtisac fabriquait des sacs en toile de jute, des produits particulièrement importants dans les chaînes de valeur du cacao et du café. À partir de 1988, l'entreprise a commencé à produire des emballages à partir de fibres synthétiques, ce qui lui a permis de se faire une place dans d'autres secteurs essentiels, notamment le coton, le riz, les engrais, la farine et le ciment. En 1995, elle a commencé à fabriquer des emballages en plastique et des emballages rigides, mais également des fûts métalliques et des emballages en polyéthylène soufflé (préformes, bouteilles, flacons, jerricans ou encore bidons).

Au fur et à mesure, Filtisac a poursuivi ses efforts de croissance organique et par acquisition, notamment en achetant des filiales à Bouaké et en développant ses activités au Sénégal avec Cofisac et Fumoa, au Burkina Faso avec le rachat de Fasoplast et au Mali avec la création d'Embal mali.

Par l'intermédiaire de Filtisac, IPS (WA) a ainsi renforcé sa position d'acteur régional dans le secteur de l'emballage en fournissant des produits entre autres au Mali, au Burkina Faso, au Niger, au Sénégal, en Mauritanie et au Cameroun. Au travers de la croissance de l'entreprise, IPS (WA) a amélioré sa compréhension de la taille des différents secteurs et de la manière dont ils contribuaient au développement des pays concernés, et en particulier des économies rurales.

Développement des relations avec l'Afrique de l'Ouest

En 1998, l'AKDN a signé un accord de coopération avec la République de Côte d'Ivoire en vue de faciliter l'engagement de toutes ses composantes dans le pays, y compris les agences œuvrant en faveur du développement socio-culturel. Plus tard, après que le gouvernement ivoirien a décidé de privatiser la production de coton, le consortium formé par IPS (WA) et la société Paul Reinhart-AG a créé Ivoire Coton.

IPS (WA) a ainsi continué à développer ses activités dans le secteur du coton, tant à l'échelle nationale que régionale. En 2004, l'entreprise a acquis Faso Coton, au Burkina Faso, avant de racheter des usines de production

EN BREF

- 20 000 employés
- 50 millions de dollars versés chaque année en salaires directs
- 90 000 fournisseurs agricoles
- 100 millions de dollars d'achats auprès de fournisseurs agricoles chaque année
- 410 000 prêts de microfinance accordés pour une valeur de 159 millions de dollars
- 400 000 consultations médicales réalisées
- 5 millions de visites dans le Parc National du Mali
- 70 000 enfants bénéficiaires de programmes de développement de la petite enfance
- 7 500 organisations communautaires de la société civile soutenues



En Côte d'Ivoire, un ouvrier de Filtisac fabrique un sac en toile de jute. L'usine fut le premier projet de l'AKDN en Afrique de l'Ouest.

à M'bengué (2008) et à Dianra (2012). Actuellement, Ivoire Coton possède 14 usines d'égrenage du coton dans le nord de la Côte d'Ivoire, et Faso Coton en compte deux à Ouagadougou. Deux usines d'égrenage seront prochainement implantées à Tenkodogo, au Burkina Faso. IPS (WA) a en parallèle réalisé d'autres investissements d'importance dans les secteurs de l'agroalimentaire et de l'agro-industrie, notamment dans la Nouvelle Société Sucrière de la Comoé, ou SN SOSUCO (1998), qui cultive de la canne à sucre et vend du sucre et ses produits dérivés tels que de l'alcool médical, et dans Cajou des Savanes (2013), une entreprise de transformation de noix de cajou.

Si l'AKDN a choisi d'investir dans les différents sous-secteurs de l'agroalimentaire, c'est dans l'objectif d'apporter une contribution plus efficace et plus durable en faveur des économies rurales. En effet, en investissant dans des entreprises qui s'approvisionnent en matières premières, notamment en coton et en noix de cajou, auprès des producteurs locaux, le Réseau ouvre la voie à un développement économique particulièrement bénéfique pour les communautés rurales, qui voient alors leurs revenus et leur qualité de vie s'améliorer.

En 2003, l'AKDN a signé un protocole d'entente avec le gouvernement malien, avant de conclure un accord d'établissement en 2005. Peu après, le Réseau a lancé les projets de réhabilitation des mosquées en terre de Mopti, Djenné et Tombouctou par l'intermédiaire du Trust Aga Khan pour la culture (AKTC). En 2007, lors de son arrivée au Mali, la Fondation Aga Khan (AKF) a commencé par appuyer le travail que l'AKTC menait dans le pays, avant de lancer son programme phare, le Programme de développement coordonné dans la région de Mopti (PDCRM) dans le centre du Mali. Plus

18,8 Mrd \$

Contributions totales

En prenant en considération les salaires versés, les prêts de microfinance accordés, les impôts payés aux gouvernements, l'achat de produits auprès d'agriculteurs, les investissements sociaux et l'effet multiplicateur de tous ses investissements, les contributions totales de l'AKDN en faveur des économies d'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Mali, Burkina Faso et Sénégal) s'élèvent à environ 18,8 milliards de dollars sur la période 2005-2020.

RÉSUMÉ (SUITE)

de 200 villages et 400 000 personnes ont bénéficié de cette initiative intégrée dans le cadre de laquelle d'autres projets d'amélioration de l'éducation, de la santé, de l'adaptation au changement climatique et des pratiques agricoles des communautés visées ont été déployés. L'AKTC a par la suite mis en œuvre le passionnant projet de réhabilitation du Parc National du Mali (PNM) et de son zoo, un important espace vert qui a accueilli plus de cinq millions de visiteurs depuis son ouverture.

En parallèle, l'Agence Aga Khan pour la microfinance (AKAM) a commencé son implantation en Afrique de l'Ouest et a lancé un ambitieux projet de renforcement de l'inclusion financière par la microfinance dans la zone géographique déjà couverte par l'AKDN et à cheval sur les quatre pays visés, à savoir le nord et le centre de la Côte d'Ivoire, le centre et le sud-est du Burkina Faso et le centre et le sud du Mali. La Fondation Aga Khan a quant à elle renforcé sa présence dans la région afin de travailler auprès des communautés des zones où la société Ivoire Coton était implantée dans le nord du pays, mais également en vue de soutenir les initiatives de développement de la petite enfance (ECD) lancées par Filtisac à Abidjan.

Les infrastructures, un pilier du développement

En 1997, l'AKDN et ses partenaires ont créé Azito Énergie et implanté une centrale fonctionnant au gaz naturel à Yopougon, une commune du district d'Abidjan. Construite dans le cadre d'un partenariat public-privé de type BOOT (construction-possession-exploitation-transfert) avec la République de Côte d'Ivoire, la centrale est rapidement devenue un pôle énergétique régional en Afrique de l'Ouest. Actuellement, Azito Énergie fournit entre 25 et 30 % de toute l'énergie produite en Côte d'Ivoire et fait partie des acteurs les plus performants de son secteur. Au Mali, l'AKDN et ses partenaires ont participé à la privatisation d'Énergie du Mali (EDM), dont ils ont été actionnaires et membres de la structure dirigeante de 2005 à 2018.

Par l'intermédiaire du Fonds Aga Khan pour le développement économique (AKFED) et de IPS (WA), le Réseau a également investi dans Air Burkina (2001), Air Mali (2005) et Air Côte d'Ivoire (2012) et a ainsi contribué au développement de l'infrastructure aérienne dans la région.

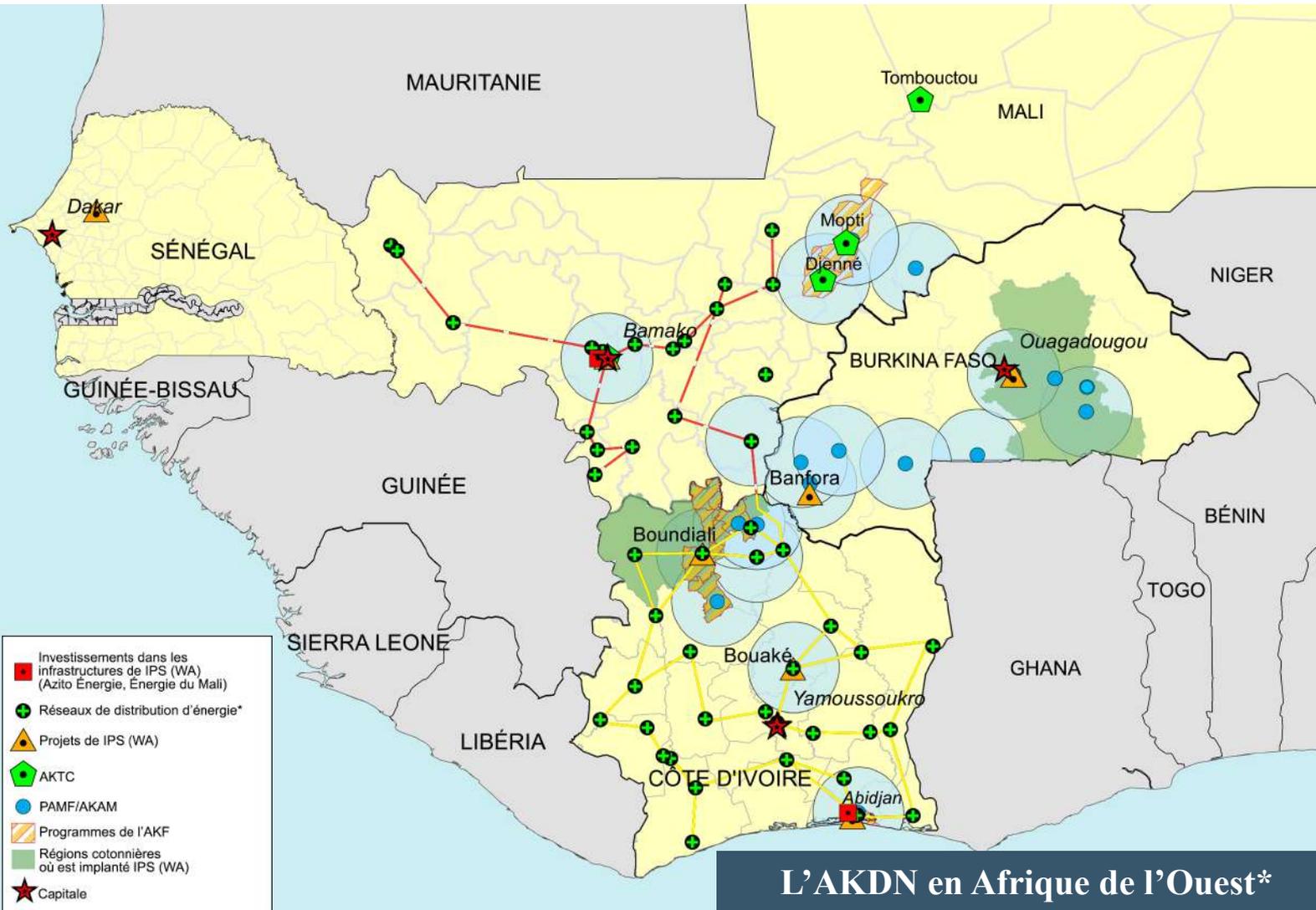
En 2020, l'AKDN comptait plus de 20 000 employés directs et indirects, entre le personnel de ses agences et les sous-traitants engagés pour travailler exclusivement sur ses projets. Depuis son arrivée dans la région, le Réseau a acheté des produits auprès de plus de 90 000 agriculteurs, notamment des producteurs de coton et de noix de cajou, au travers de ses différentes chaînes d'approvisionnement agricoles.

Selon une estimation réalisée en 2017, plus de 180 000 personnes sont employées par l'Agence Aga Khan pour la microfinance en Afrique de l'Ouest par l'intermédiaire des entrepreneurs de la Première Agence de Microfinance (PAMF), son organe opérationnel dans la région. La PAMF a en outre octroyé plus de 410 000 prêts, pour un montant total de 159 millions de dollars.

Au travers des différents services qu'il offre depuis son arrivée dans la région, l'AKDN a cumulé plus de neuf millions de clients, qu'il s'agisse de particuliers souscrivant un abonnement énergétique, de passagers de compagnies aériennes, d'entrepreneurs contractant des crédits auprès de la PAMF ou encore de visiteurs dans le Parc National du Mali.



Ci-dessus : Par l'intermédiaire du Fonds Aga Khan pour le développement économique, l'AKDN a investi dans Air Burkina (2001, sur la photographie), Air Mali (2005) et Air Côte d'Ivoire (2012) et a ainsi contribué au développement de l'infrastructure aérienne dans la région.



Si l'on prend en compte les salaires versés à ses employés directs et indirects, les prêts de microfinance, les impôts versés aux gouvernements, l'achat de produits agricoles auprès d'agriculteurs locaux, les investissements dans le secteur de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) et les investissements sociaux de l'AKF, de la PAMF et de l'AKTC, les contributions économiques directes de l'AKDN se sont élevées à 3,6 milliards de dollars sur la période 2005-2020.

En revanche, en prenant en considération l'effet multiplicateur de ces différents apports, on estime la valeur économique totale des contributions du Réseau à 18,8 milliards de dollars sur cette même période.

**En Côte d'Ivoire, au travers de la participation de IPS (WA) dans Azito Énergie, l'AKDN est producteur indépendant d'énergie (IPP) et produit ainsi de l'électricité qui est ensuite distribuée par le prestataire national. Au Mali, grâce aux investissements de IPS (WA) dans Énergie du Mali, l'AKDN a joué le rôle de producteur et distributeur.*

INTRODUCTION



À Abidjan, en Côte d'Ivoire, la centrale électrique d'Azito Énergie fournit entre 25 et 30 % de l'énergie produite à l'échelle nationale.



1,5 million

Grâce aux investissements de l'AKDN en Afrique de l'Ouest, 1,5 million de familles ont été reliées au réseau électrique national.

En 2020, le Réseau Aga Khan de développement (AKDN) a procédé à une revue de ses activités en Afrique de l'Ouest en vue de répondre à plusieurs questions stratégiques : dans quels domaines renforcer les investissements, quels programmes laisser sous la responsabilité de partenaires mieux à même de les mettre en œuvre et dans quels secteurs considérer le travail comme terminé ?

Cette étude vise à évaluer les contributions de l'AKDN en faveur du développement en Afrique de l'Ouest alors qu'il entame une nouvelle phase de développement.

Elle fournit des informations clés au sujet du travail de l'AKDN dans la région. Ce document répertorie les différents projets, investissements et initiatives des agences du Réseau, fournit une cartographie de la région qu'il couvre, et notamment des sites où ses projets sont mis en œuvre et leur zone d'influence géographique, et présente la façon dont ses projets ont évolué au fil des années.

Bien que son premier projet dans la région date de 1965, cette étude se concentre sur le travail que l'AKDN a effectué entre 2005 et 2020, période durant laquelle ses agences de développement économique, social et culturel ont commencé à travailler aux côtés de Industrial Promotion Services, West Africa (IPS (WA)).

L'AKDN travaille actuellement dans quatre pays de l'Afrique de l'Ouest, à savoir la Côte d'Ivoire, le Mali, le Burkina Faso et le Sénégal, où il mène des projets de développement social, culturel et économique.

En Côte d'Ivoire, l'AKDN est implanté à Abidjan par l'intermédiaire de Filtisac, de Chimtec, de la Première Agence de Microfinance (PAMF) et du travail que mène la Fondation Aga Khan (AKF) dans les secteurs de la télémédecine et du développement de la petite enfance en partenariat avec IPS (WA). Dans le centre du pays, il est actif au travers des activités de Filtisac, de Cajou des Savanes (Casa) et de l'agence et du bureau national de la PAMF à Bouaké. Enfin, dans le nord, il est présent au travers des activités d'Ivoire Coton, notamment de son usine d'égrenage du coton et de son travail auprès des producteurs locaux, de la PAMF et de ses agences à Boundiali, Dianra, Korhogo et M'bengué et du travail de l'AKF dans les secteurs de l'agriculture, de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de la sécurité alimentaire. Présente dans tout le pays, l'entreprise Azito Énergie fournit entre 25 et 30 % de l'énergie produite à l'échelle nationale et compte, en moyenne, quatre millions de clients par an, soit plus de 750 000 foyers. Le bureau de représentation diplomatique de l'AKDN est situé à Abidjan.

Au Mali, l'AKDN travaille dans le nord du pays par l'intermédiaire du projet de réhabilitation de la mosquée Djingareyber de Tombouctou mis en œuvre par le Trust Aga Khan pour la culture (AKTC). Dans le centre du pays, l'AKF a lancé son programme phare auprès de plus de 200 villages dans la région de Mopti, qui compte 400 000 bénéficiaires directs et indirects. L'AKTC y a mené à bien les projets de restauration des mosquées de Djenné et de Komoguel (Mopti), de création du Centre de l'architecture en terre et de réhabilitation du tissu urbain. La PAMF y a implanté des agences à Mopti, Djenné et Koro, et son bureau national à Sévaré. À Bamako et dans le sud du pays, l'AKDN est implanté par l'intermédiaire du Parc National du Mali, créé dans le cadre d'un partenariat public-privé entre l'AKTC et le gouvernement malien, d'Embalmali, l'unité d'emballage de IPS (WA) dans le pays, et des agences de la PAMF à Bamako, dans la région de Mopti et à Sikasso et de son département pour les services financiers numériques de Bamako. Énergie du Mali, qui produit et fournit de l'énergie à plus de 9,2 millions de personnes, ou 1,6 million de familles, et Air Mali, qui a cumulé plus de 880 000 passagers, sont présents sur l'ensemble du territoire. Le bureau de représentation diplomatique de l'AKDN est situé à Bamako.

Au Burkina Faso, l'AKDN est principalement actif au travers des activités de IPS (WA) et de la PAMF. À Ouagadougou et dans le centre du pays, Faso Plast exploite une usine d'emballage et fournit principalement les producteurs ruraux, Faso Coton exploite une usine d'égrenage du coton et travaille avec des agriculteurs locaux et construit actuellement une deuxième structure à Tenkodogo, tandis que la PAMF a implanté des agences à Dapoya, Koupéla, Ouagadougou et Tenkodogo. Dans le sud-est du pays, la société SN SOSUCO de IPS (WA) exploite une usine de production de sucre et d'alcool médical ainsi qu'un dispensaire communautaire. De son côté, la PAMF compte des agences à Orodara, Banfora, Bobo-Dioulasso, Leo et Diéboougou.

À Dakar, au Sénégal, IPS (WA) exploite les sociétés Fumoat et Cofisac, qui produisent des emballages destinés aux professionnels de l'agroalimentaire et aux industries de pétrole et d'huile alimentaire.

Pour l'AKDN, le meilleur moyen d'obtenir des résultats dont l'ensemble vaut plus que la somme des éléments qui le composent est de mettre en œuvre



Ci-dessus : Au Burkina Faso, une agente de l'agence de Banfora de la Première Agence de Microfinance rend visite à sa cliente. Au travers de ses activités et de ses agences, la PAMF travaille essentiellement dans les régions rurales et offre des produits adaptés aux populations locales qui forment une synergie avec les activités de développement économique et social d'autres agences de l'AKDN.



159 M \$

En Afrique de l'Ouest, 159 millions de dollars ont été versés sous la forme de microcrédits à 400 000 entrepreneurs, entraînant ainsi la création de plus d'un million d'emplois.

INTRODUCTION (SUITE)

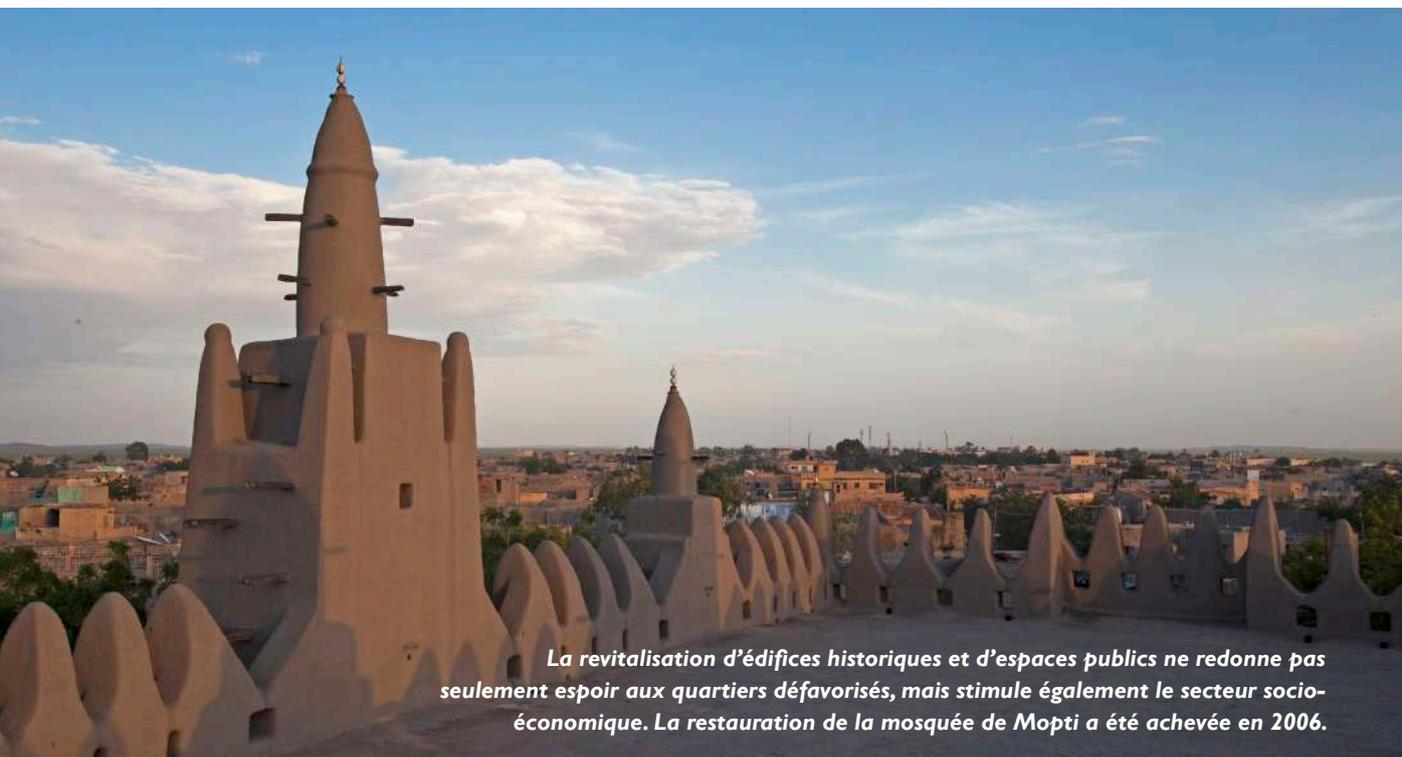
une approche intégrée du développement qui améliore la qualité de vie des communautés par le biais d'initiatives sociales, économiques et culturelles. En d'autres termes, chaque intervention doit avoir des répercussions dans d'autres domaines, comme dans le cas des initiatives de renforcement des moyens de subsistance mises en œuvre dans le cadre des projets agroalimentaires de grande envergure de l'AKDN, qui entraînent l'augmentation de la richesse au sein des communautés. Dans cet exemple, l'accroissement de la richesse s'accompagne de l'augmentation des besoins en termes de services bancaires et d'inclusion financière. En conséquence, les agences de microfinance mettent en place des mécanismes de financement adaptés pour soutenir les entrepreneurs, ce qui engendre la production de nouveaux capitaux et la création de nouveaux emplois.



400 000

En Afrique de l'Ouest, les investissements de l'AKDN ont permis de réaliser 400 000 consultations médicales.

En raison de cette approche intégrée, **la meilleure méthode pour évaluer l'impact de l'AKDN est d'effectuer une série d'analyses approfondies** afin de déterminer comment il a contribué au développement dans plusieurs secteurs par l'intermédiaire de ses agences. En examinant les contributions du Réseau dans différents domaines stratégiques, nous pouvons ainsi obtenir une vision plus complète de ses objectifs en Afrique de l'Ouest. Les quatre analyses approfondies réalisées dans le cadre de cette étude portent sur le **développement économique, les économies rurales et la résilience environnementale, le développement social et la culture et la cohésion sociale**. D'autres thématiques transversales, à l'image de la société civile, ont également joué un rôle important dans le travail de l'AKDN et sont abordées dans le présent document. Certains aspects figurent naturellement dans plusieurs de ces analyses, mais nous avons fait le choix de les conserver pour mettre en lumière la façon dont l'AKDN a contribué à ces secteurs spécifiques.

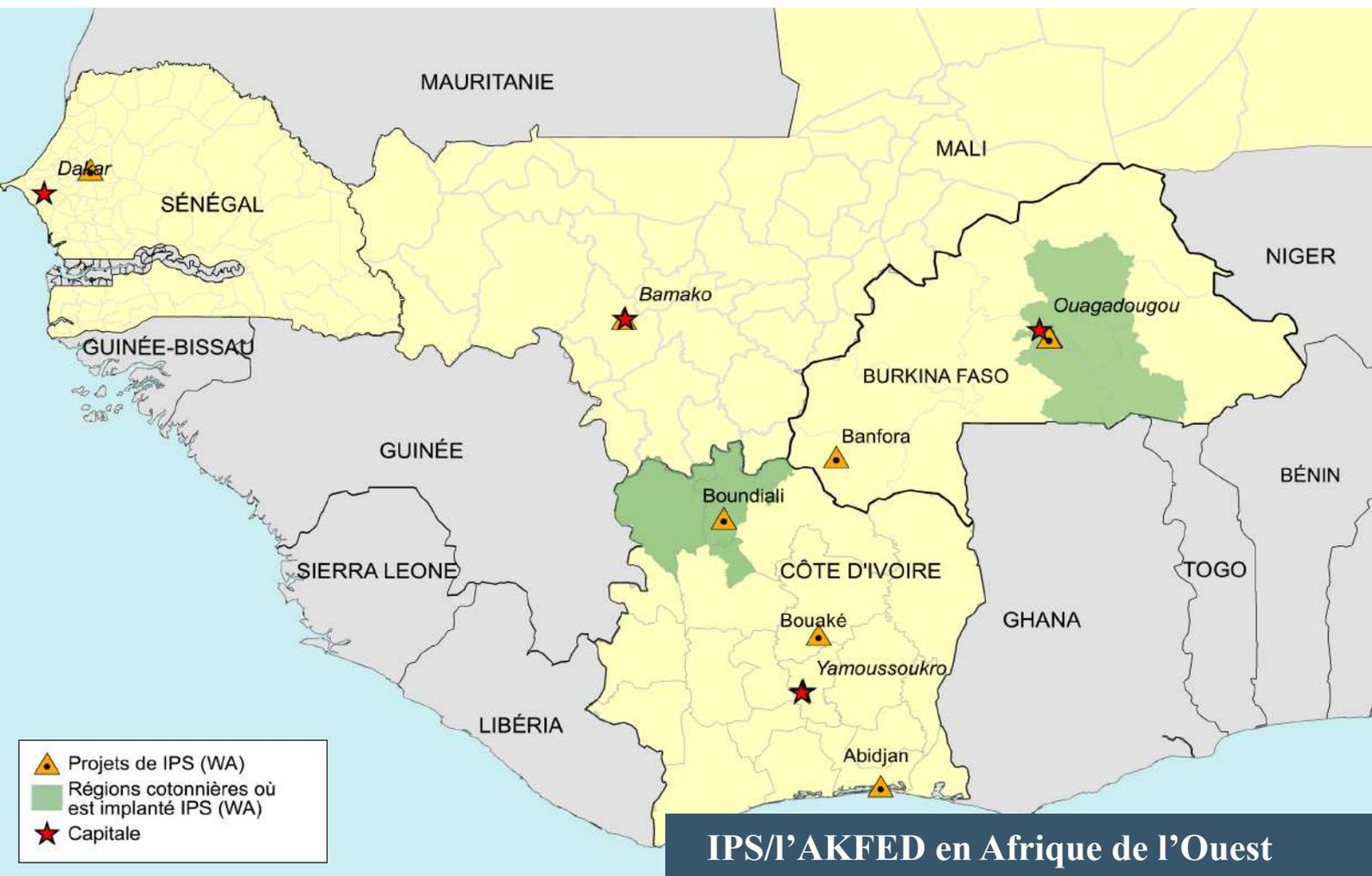


La revitalisation d'édifices historiques et d'espaces publics ne redonne pas seulement espoir aux quartiers défavorisés, mais stimule également le secteur socio-économique. La restauration de la mosquée de Mopti a été achevée en 2006.

À Mopti, au Mali, le manque de services de santé de qualité entraînait auparavant un taux particulièrement élevé de mortalité maternelle et néonatale. Pour parer à cette situation, la Fondation Aga Khan a mobilisé des architectes et des maîtres maçons afin d'aider les villageois de nombreuses localités à construire des cases de santé. Dotés d'agents de santé communautaires formés par l'AKF, ces établissements ont été certifiés par le Ministère de la santé et payés par la communauté.



DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE



90 000

L'AKDN a collaboré avec plus de 90 000 producteurs agricoles dans la région.

Le développement économique est un élément prioritaire dans l'amélioration durable de la qualité de vie des communautés et des familles. Ici, le développement économique désigne « un processus de création et d'utilisation d'actifs physiques, humains, financiers et sociaux pour améliorer le bien-être économique et la qualité de vie de toute une communauté ou une région », comme le définit Karl F. Seidman dans son livre *Economic Development Finance* (Financement du développement économique) publié en 2005. Cette section détaille les contributions du Réseau Aga Khan de développement (AKDN) en faveur du développement économique de l'Afrique de l'Ouest : création d'emplois, valorisation de l'inclusion financière et de l'entrepreneuriat, mise en place de projets de développement énergétique et des infrastructures ou versement d'impôts aux gouvernements nationaux et locaux de la région.

Le développement économique est donc un domaine prioritaire dans le sens où il constitue un élément essentiel de la contribution de l'AKDN en faveur de l'amélioration de la qualité de vie des communautés de la région.

L'AKDN soutient ainsi l'activité des entreprises et la croissance du secteur privé dans l'optique de créer une masse critique d'activités de développement pouvant maintenir leur propre dynamique. Souvent en collaboration avec ses programmes à but non lucratif actifs dans les secteurs de la santé ou de l'éducation, il réalise des investissements à risque calculés afin de stimuler la croissance du secteur privé. Son objectif est de favoriser la croissance dans des secteurs d'importance stratégique afin que ces derniers renforcent les perspectives de croissance et le développement économique dans d'autres domaines. Industrial Promotion Services, West Africa (IPS (WA)) et la Première Agence de Microfinance (PAMF) sont les agences principales œuvrant en faveur du développement économique en Afrique de l'Ouest.

Emploi

Le secteur de l'emploi constitue une importante source de revenus pour de nombreuses personnes et familles. En Afrique de l'Ouest, l'AKDN a créé plus de 20 000 emplois. Ce chiffre date de 2017, la dernière année où le consortium IPS/AKDN a géré Énergie du Mali sur un exercice complet. En comparaison, en 2019, l'AKDN employait 18 000 personnes directement et indirectement. Sur la période 2005-2020, le Réseau a versé près de 1,4 milliard de dollars en salaires, et notamment 67,7 millions de dollars en 2019 en salaires directs et indirects. Ces emplois sont répartis à travers toute l'Afrique de l'Ouest,



Ci-dessus : Pour les producteurs de coton qui travaillent à la saison, l'argent qu'ils gagnent avec Ivoire Coton dans le nord du pays représente leur plus gros revenu annuel. Leurs familles sont ainsi en mesure de payer les frais scolaires de leurs enfants et d'acheter des produits de première nécessité tout au long de l'année.



À Banfora, la SN SOSUCO, acquise dans le cadre du programme de privatisation du Burkina Faso, cultive ses propres plantations de canne à sucre et exploite la plus grande raffinerie de sucre du pays. Il s'agit de l'un des plus grands employeurs du pays.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (SUITE)

dans des zones où l'AKDN est souvent un employeur majeur. Par exemple, au Mali, le Réseau a employé en moyenne 1 800 personnes par an entre 2005 et 2020. Entre 2007 et 2010, le Trust Aga Khan pour la culture (AKTC) a employé 180 personnes à Tombouctou et près de 150 à Djenné et Mopti et s'est positionné comme un employeur clé et une importante source de revenus dans les zones concernées. En 2017, Énergie du Mali comptait plus de 1 600 salariés au Mali. À Banfora, dans la région des Cascades, au sud-est du Burkina Faso, l'AKDN emploie chaque année plus de 11 000 personnes. La SN SOSUCO est un moteur de développement d'une telle importance qu'on dit que dans chaque famille de Banfora, quelqu'un a travaillé, travaille ou travaillera pour l'entreprise.

Ivoire Coton, une société projet de IPS (WA), est le principal employeur à Boundiali et l'un des plus importants du nord de la Côte d'Ivoire. Elle emploie plus de 800 personnes par an entre son personnel permanent, les travailleurs saisonniers et les intérimaires. L'entreprise est devenue un moteur de croissance tel que plusieurs commerçants et restaurateurs de rue informels ont installé leurs échoppes à proximité de son usine.

Pour les salariés, les intérimaires ou les saisonniers, l'argent qu'ils gagnent à Ivoire Coton représente la majeure partie de leurs revenus annuels. Leurs familles sont ainsi en mesure de payer les frais scolaires de leurs enfants et d'acheter des produits de première nécessité tout au long de l'année. Un

1,4 Mrd \$ **Salaires**

Entre 2005 et 2020, l'AKDN a versé l'équivalent de 1,4 milliard de dollars en salaires en Afrique de l'Ouest.



Les entreprises de IPS, dont Fasoplast, à Ouagadougou, au Burkina Faso, implantent des dispensaires sur leurs sites pour assurer la sécurité et la santé de leurs employés.



À Bouaké, dans le centre de la Côte d'Ivoire, Cajou des Savanes exploite une usine de transformation de noix de cajou qui emploie 500 personnes, dont une majorité de femmes. Grâce aux horaires flexibles (organisés en rotation), ces dernières sont en mesure de mener d'autres activités en parallèle de leur travail à l'usine, et notamment d'étudier, de s'occuper de leur famille ou de gagner des revenus complémentaires.

employé de l'entreprise résume parfaitement le sentiment général : « Chaque jour, et même chaque heure que nous passons à Ivoire Coton est une bénédiction pour nous. »

À Bouaké, dans le centre de la Côte d'Ivoire, Cajou des Savanes emploie près de 500 personnes sur trois rotations horaires. Les femmes représentent plus de 70 % du personnel, ce qui renforce largement leur indépendance. Grâce aux horaires flexibles (organisés en rotation), ces dernières sont en mesure de mener d'autres activités en parallèle de leur travail à l'usine, et notamment d'étudier, de s'occuper de leur famille ou de gagner des revenus complémentaires. Une employée de l'entreprise explique : « Casa m'aide à prendre soin de ma famille. Avant, nous devions demander la permission (à nos maris) pour acheter la moindre chose. Maintenant, nous pouvons nous en charger. » Dans certains cas, les femmes qui travaillent à l'usine sont les seules personnes de leurs familles à gagner un revenu, notamment lorsque leurs maris sont à la retraite.

La PAMF a octroyé plus de 410 000 prêts à des entrepreneurs ouest-africains. En moyenne, un prêt soutient la création de trois emplois, que l'on appelle également « emplois facilités ». En 2017, l'Agence a ainsi facilité la création de plus de 180 000 emplois. Étant donné qu'elle oriente son travail sur les régions rurales mal desservies, ces emplois sont majoritairement créés dans des zones où d'autres perspectives économiques sont limitées et d'autant plus importantes pour les économies locales. En moyenne, 40 % de tous les prêts de la PAMF sont accordés à des femmes.



Lors de la crise politique qui secoua la Côte d'Ivoire de 2007 à 2011, la PAMF joua un rôle majeur à Korhogo, et fut la seule institution financière à s'investir de la sorte.

Inclusion financière et valorisation de l'entrepreneuriat

La Première Agence de Microfinance est l'organe opérationnel de l'Agence Aga Khan pour la microfinance (AKAM) en Afrique de l'Ouest. La PAMF a commencé ses activités au Mali en 2005, au Burkina Faso en 2006 et en Côte d'Ivoire en 2008. Elle exploite un réseau de 21 agences, dont sept sont situées en Côte d'Ivoire, dix au Burkina Faso et quatre au Mali.

Son objectif principal est de renforcer l'inclusion financière des petits entrepreneurs informels et des agriculteurs principalement implantés dans les zones rurales. Elle se donne ainsi pour mission de leur faciliter l'accès à plusieurs produits, notamment des prêts ou des comptes d'épargne. Ces produits aident les clients à se développer et, à terme, à se détacher de la structure des petits prêts collectifs pour pouvoir contracter des prêts individuels, intégrer la branche des petites et moyennes entreprises (PME) et enfin acquérir les capacités techniques et financières pour accéder aux services de prêts bancaires commerciaux.

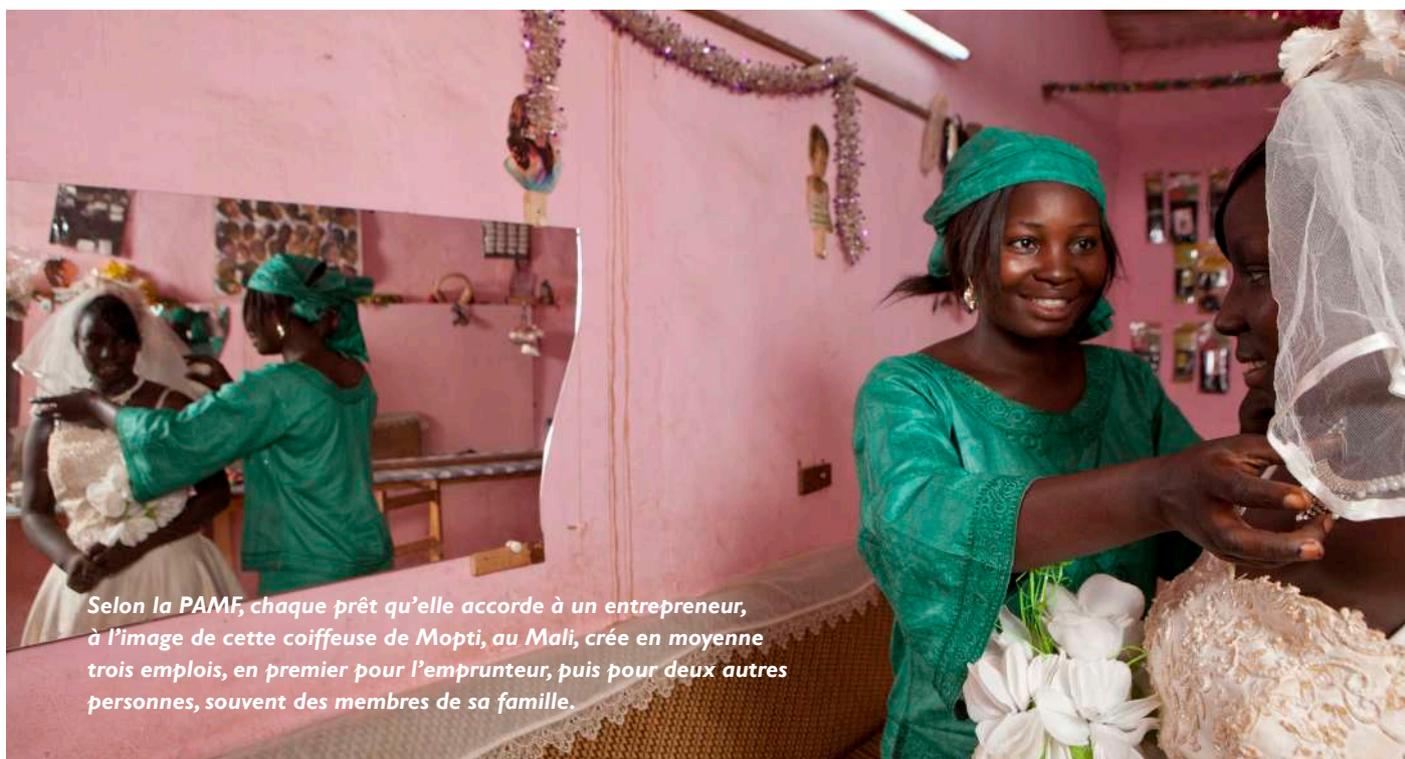
La PAMF prend la plupart de ses décisions stratégiques, opérationnelles et de développement de produits dans l'objectif d'ouvrir l'accès à ses services

à un maximum d'entrepreneurs. Certains des premiers clients de la Première Agence de Microfinance, Côte d'Ivoire (PAMF-CI) se souviennent que le personnel de l'institution menait des opérations de sensibilisation sur le marché de Boundiali pour informer les petits entrepreneurs qu'ils pouvaient y ouvrir un compte avec l'équivalent d'à peine deux dollars. En effet, l'Agence savait alors que de nombreux entrepreneurs de la région n'avaient aucune garantie à présenter pour emprunter de l'argent. C'est pourquoi elle a mis en place un mécanisme de prêts collectifs, grâce auquel ses clients forment des groupes de 3 à 5 pour mutualiser leurs prêts et se porter garants les uns des autres. Dans le cadre de ce dispositif, si l'un des entrepreneurs ne peut pas rembourser son prêt, les autres membres de son groupe peuvent ainsi l'aider.

Si la PAMF s'engage notamment auprès des entrepreneurs, c'est parce qu'elle a la conviction que, dans des circonstances normales, ces derniers auront la capacité de développer leur entreprise s'ils accèdent à des capitaux et bénéficient d'un accompagnement technique. Avec le temps, il est courant de voir des entrepreneurs qui ont commencé par emprunter avec un groupe solidaire, développer leurs activités et leurs besoins en capitaux et ainsi contracter des prêts individuels puis, au fur et à mesure de leur croissance, contracter des prêts spécifiques aux petites et moyennes entreprises. Certains clients de la PAMF ont par exemple commencé comme membres de groupes solidaires et nécessitent désormais des prêts plus importants que ceux accordés par l'institution, qui destine ses produits à la microfinance et aux PME.



Ci-dessus : Certains des premiers clients de la Première Agence de Microfinance, Côte d'Ivoire se souviennent que le personnel de l'institution menait des opérations de sensibilisation sur le marché de Boundiali pour informer les petits entrepreneurs qu'ils pouvaient y ouvrir un compte avec l'équivalent d'à peine deux dollars.



Selon la PAMF, chaque prêt qu'elle accorde à un entrepreneur, à l'image de cette coiffeuse de Mopti, au Mali, crée en moyenne trois emplois, en premier pour l'emprunteur, puis pour deux autres personnes, souvent des membres de sa famille.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (SUITE)

Aujourd'hui, ces clients doivent emprunter auprès de banques commerciales. Cette situation résume bien l'un des objectifs de la PAMF : aider les petits entrepreneurs à se développer et à obtenir des solutions de financement auprès de plus grandes banques.

Selon la PAMF, chaque prêt qu'elle accorde à un entrepreneur crée en moyenne trois emplois, en premier pour l'emprunteur, puis pour deux autres personnes, souvent des membres de sa famille. C'est ce que nous appelons des emplois facilités par l'AKDN : des emplois qui ne sont pas liés aux projets du Réseau, mais qui sont créés grâce aux prêts accordés par la PAMF.

Infrastructure énergétique

En Afrique de l'Ouest, plus de 1,5 million de familles bénéficient de l'énergie fournie par les entreprises créées grâce aux investissements de l'AKDN. À l'heure actuelle, le nombre de ménages raccordés au réseau électrique augmente en moyenne de 7,9 % par an. IPS (WA) fait partie des investisseurs fondateurs d'Azito Énergie, qui fournit actuellement entre 25 et 30 % de l'électricité produite en Côte d'Ivoire et exporte également son énergie vers d'autres pays. Jusqu'en 2018, IPS (WA) a également investi dans Énergie du Mali (EDM), le principal fournisseur énergétique du Mali.

Élément essentiel dans le développement et la qualité de vie des ménages, le secteur de l'énergie aide également les entreprises des secteurs secondaire et tertiaire à se développer, à renforcer leur compétitivité et à créer plus d'emplois à l'échelle locale.

IPS (WA) se donne ainsi pour mission de poursuivre sa croissance dans ce secteur en Afrique de l'Ouest, comme en témoigne le lancement de la quatrième phase d'extension d'Azito Énergie en 2020. La centrale thermique d'Azito a été mise en service en 1999 avec une première turbine à gaz de 150 MW dans le cadre de la première phase. Lors de la deuxième phase, une deuxième turbine de 150 MW a été ajoutée, puis, lors de la troisième phase, en 2015, elle a été convertie en une centrale à cycle combiné d'une capacité de 420 MW. En 2019, une nouvelle mise à niveau a permis l'accroissement de cette capacité à 453 MW. Au terme de cette quatrième phase, l'entreprise produira 250 MW supplémentaires d'électricité et le site atteindra une capacité totale d'environ 706 MW.

Au Mali, IPS (WA) a réalisé son premier investissement en 2000 dans Énergie du Mali, le fournisseur public national d'électricité et d'eau. Après une série d'opérations de restructuration de la société et de ses structures de capital, IPS (WA) détenait, en 2005, 34 % d'EDM. À cette époque, l'entreprise fournissait près de 95 % de toute l'électricité distribuée au Mali. IPS (WA) a quitté la structure d'investissement et de gestion d'EDM en 2018. En 2017, Énergie du Mali employait plus de 1 640 personnes et desservait plus de 1,6 million de ménages à travers le pays. Avec une croissance annuelle moyenne de 9 % du nombre de ménages raccordés au réseau, l'entreprise a, au cours de la présence de IPS (WA), triplé son nombre de clients.

Contributions fiscales

L'AKDN travaille dans des secteurs d'importance stratégique pour les gouvernements nationaux et ayant un fort impact sur le développement des communautés. Les investissements qu'il réalise en ce sens aident les pays visés à concrétiser leurs objectifs de développement à long terme. Il est également

670 M \$

Impôts

Sur la période 2005-2020, l'AKDN a versé plus de 670 millions de dollars d'impôts par l'intermédiaire des sociétés projets de IPS (WA) implantées dans la région.

important de souligner les contributions fiscales du Réseau en faveur de la région, en particulier par l'intermédiaire de l'institution IPS (WA), son agence de développement à but lucratif. Au total, sur la période 2005-2020, l'AKDN a versé en Afrique de l'Ouest plus de 670 millions de dollars en impôts, soit une moyenne de 42,5 millions de dollars par an.

Même si ces chiffres sont intéressants dans un contexte régional, ils prennent une réelle importance lorsqu'on examine les contributions fiscales du Réseau à l'échelle des territoires où il met en œuvre ses opérations. Par exemple, dans le nord de la Côte d'Ivoire, IPS a versé près de 48 millions de dollars en impôts, soit une moyenne de 5,3 millions de dollars par an. Dans le sud-est du Burkina Faso, la SN SOSUCO a versé près de 55 millions de dollars sur la période 2005-2020, pour une moyenne de 3,4 millions de dollars par an. Dans cette région, il existe d'ailleurs une concurrence saine entre les municipalités de Bérégadougou et Banfora, qui « se disputent » les contributions fiscales de l'entreprise. En effet, si son usine est située à Banfora, ses champs de canne à sucre sont quant à eux situés à Bérégadougou !



Ci-dessus et ci-dessous : La centrale d'Azito Énergie fournit entre 25 et 30 % de l'électricité produite en Côte d'Ivoire.





Zonagun Ziao est une productrice de coton basée dans le village de Gnangon, dans le nord de la Côte d'Ivoire. Après le décès de son mari, elle a dû trouver une solution pour payer les frais de scolarité de ses trois jeunes enfants. Grâce à un petit prêt accordé par Ivoire Coton et destiné à l'achat d'intrants agricoles recommandés par les conseillers de l'entreprise, et avec l'aide de son conseiller technique, elle a réussi à obtenir d'excellents rendements et à gagner suffisamment d'argent pour non seulement payer les frais de scolarité de ses enfants, mais également prévoir la construction d'une nouvelle maison.

Cette analyse approfondie des différents projets de l'AKDN met en lumière sa contribution en faveur des économies rurales et de la résilience environnementale. Dans ce contexte, l'expression « économies rurales » fait référence au développement économique appuyé par les projets du Réseau dans des zones rurales et périurbaines, notamment dans les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire. La « résilience environnementale » fait quant à elle référence au renforcement de la pérennité et de la résilience des communautés au travers de plusieurs activités, comme l'instauration de mesures d'adaptation au changement climatique et de pratiques agricoles novatrices.

Contributions de IPS (WA) en faveur des économies rurales

IPS (WA) veille sur un ensemble d'indicateurs de développement clés pour évaluer le niveau de réussite de ses investissements, et notamment les emplois créés, les marqueurs économiques et l'impact de ses chaînes d'approvisionnement. Ses investissements dans le secteur de l'agroalimentaire ont un impact particulièrement important sur les agriculteurs et les communautés rurales qui prennent part à ses chaînes d'approvisionnement. Avec des projets dans le nord et le centre de la Côte d'Ivoire (Ivoire Coton) et dans le centre du Burkina Faso (Faso Coton), IPS (WA) et ses partenaires ont un impact sur plus de 71 000 familles d'Afrique de l'Ouest. Dans les faits, ce travail se traduit par plus de 1,1 milliard de dollars

injectés dans les économies rurales locales sur la période 2005-2020, dont plus de 100 millions de dollars en 2019. Cette somme représente jusqu'à 80 % des revenus en espèces des familles productrices de coton dans le nord de la Côte d'Ivoire et jusqu'à 65 % dans le centre du Burkina Faso.

« Grâce à la culture du coton, nous construisons (nos maisons), nous achetons des intrants (pour d'autres cultures) et des animaux (un important mécanisme d'épargne et de production de capitaux) et nous payons les frais scolaires de nos enfants. » -- Un producteur de coton en Côte d'Ivoire

Un représentant du gouvernement burkinabé nous a expliqué l'importance du coton dans le pays :

« Le coton est le premier produit agricole du Burkina Faso et représente environ 80 % de nos exportations totales. Il s'agit également de la première source de monétisation en milieu rural. Les zones cotonnières sont de ce fait bien plus prospères que les zones non cotonnières. Quatre millions de Burkinabés bénéficient directement de la production de coton, qui représente 4 % du PIB du pays. Si le secteur du coton souffre, c'est toute l'économie qui en pâtit. »

En raison de son importance et du fait que sa chaîne de valeur mondiale s'appuie sur un modèle intégré, le secteur du coton est fermement structuré et réglementé en Afrique de l'Ouest. Dans ce contexte, les pouvoirs publics encouragent les producteurs à adopter une vision entrepreneuriale et à planifier leur production. En définissant leurs attentes en amont, ils peuvent ainsi déterminer la quantité de coton à produire, la superficie de terres à consacrer à la production et le nombre de plants et d'autres intrants nécessaires.



Ci-dessus : Avec des projets dans le nord et le centre de la Côte d'Ivoire (Ivoire Coton) et dans le centre du Burkina Faso (Faso Coton), IPS (WA) et ses partenaires ont un impact sur plus de 71 000 familles d'Afrique de l'Ouest.



Au Burkina Faso, dans la région de Banfora, les possibilités de gagner un revenu sont rares. La SN SOSUCO joue ainsi un rôle essentiel pour la survie et l'emploi de la population locale.

ÉCONOMIES RURALES ET RÉSILIENCE ENVIRONNEMENTALE (SUITE)

Ivoire Coton et Faso Coton travaillent avec des coopératives d'agriculteurs pour soutenir ces producteurs indépendants. Une fois les objectifs de production finalisés, les deux entreprises leur fournissent tous les intrants nécessaires (plants, engrais, animaux pour le labourage, etc.) à crédit. Au terme de la récolte, les producteurs leur vendent leur coton, la valeur de leur crédit est déduite de l'opération, et ils sont payés pour la différence. En outre, ils peuvent se servir des intrants fournis pour d'autres cultures. Grâce au système de rotation qui leur permet de n'utiliser qu'une partie de leurs parcelles chaque année, les agriculteurs peuvent tirer parti des nutriments qui restent dans le sol afin de produire en parallèle des cultures vivrières et commerciales comme le riz, la noix de cajou (Côte d'Ivoire), le sorgho, le maïs, le sésame et l'arachide (Burkina Faso). À l'aide des prêts qui leur sont accordés pour l'acquisition d'animaux, ils peuvent également labourer des parcelles destinées à d'autres cultures et améliorent ainsi leur stratégie de subsistance. Avec ce mécanisme, les deux parties sont gagnantes : les activités d'Ivoire Coton et de Faso Coton dépendent des producteurs de coton, qui de leur côté gagnent d'importants revenus en vendant leur production aux deux entreprises.



Ci-dessus : Fasoplast collabore avec des institutions internationales pour développer des produits destinés à mieux répondre aux besoins des producteurs du Burkina Faso. L'entreprise a notamment signé un partenariat avec l'Université Purdue et le Programme alimentaire mondial dans l'optique de produire des Sacs de stockage des cultures améliorés Purdue à l'échelle locale. Ces sacs permettent aux agriculteurs de stocker les céréales sur de plus longues périodes et ainsi de les vendre à un moment où leur valeur marchande est plus avantageuse.

Noix de cajou

Depuis sa création en 2014, Cajou des Savanes a acheté des noix de cajou crues à plus de 5 000 agriculteurs, pour un total de 16 millions de dollars. La noix de cajou est un produit moins réglementé et plus volatil que le coton. IPS (WA) a créé Casa lorsque l'institution a remarqué que des producteurs de coton cultivaient en parallèle des noix de cajou pour gagner des revenus supplémentaires. À cette époque, le gouvernement ivoirien avait lancé une politique visant à soutenir le renforcement des capacités de transformation sur le territoire afin de conserver une part plus importante dans la chaîne de valeur. IPS (WA) a rapidement détecté le potentiel commercial de cette situation. En effet, contrairement au coton, il est possible d'acheter les noix de cajou crues, sous forme brute, et de les exporter vers des usines de transformation situées à l'étranger, l'Inde et le Vietnam étant les principaux acheteurs de noix de cajou ouest-africaine. La noix de cajou est une culture commerciale très importante pour les agriculteurs de la région, car elle leur permet d'améliorer leur logement, de payer les frais de scolarité et les besoins médicaux de leurs enfants et de continuer à réinvestir dans le secteur.

Conditionnement et économies rurales

L'une des devises de Fasoplast est « accompagner le monde agricole », ce qui traduit bien son engagement auprès des producteurs nationaux. Ses principaux clients sont, entre autres, les acteurs du secteur du coton (à l'image de Faso Coton et des autres grandes entreprises de transformation du coton), les producteurs d'huile alimentaire ou encore la Sonagess (Société nationale de gestion des stocks de sécurité alimentaire). Fasoplast collabore également avec des institutions internationales pour développer des produits destinés à mieux répondre aux besoins des producteurs du Burkina Faso. L'entreprise a notamment signé un partenariat avec l'Université Purdue et le Programme Alimentaire Mondial (PAM) dans l'optique de produire des Sacs de stockage des cultures améliorés Purdue (PICS) à l'échelle locale. Peu coûteux, hermétiques et simples d'utilisation, les sacs PICS, également produits par Cofisac et Embalmali, permettent aux agriculteurs de minimiser les pertes post-récolte lors du stockage de leurs produits. Ces sacs présentent de nombreux avantages pour les petits exploitants et leur permettent notamment de stocker les céréales sur de plus longues périodes pour ainsi les vendre à un moment où leur valeur marchande est plus avantageuse. Les agriculteurs qui utilisent les sacs PICS réduisent considérablement leurs pertes post-récolte et améliorent ainsi la qualité de leurs produits. En ayant la possibilité de vendre leurs produits à une date ultérieure, ils sont ainsi en mesure d'en tirer des prix plus élevés, comme l'ont indiqué des chercheurs de l'Université Purdue en septembre 2011 dans l'article « An Initial Investigation of the Potential



En Côte d'Ivoire, IPS (WA) a créé Cajou des Savanes après avoir remarqué que des producteurs de coton cultivaient en parallèle des noix de cajou pour gagner des revenus supplémentaires.

for Hermetic Purdue Improved Crop Storage (PICS) Bags in Sub-Saharan Africa » (Enquête initiale sur le potentiel des sacs hermétiques PICS en Afrique subsaharienne).

Programmes de développement rural de l'AKF

En Afrique de l'Ouest, et plus particulièrement au Mali, l'AKF a travaillé avec 43 000 agriculteurs locaux pour renforcer et développer les capacités des communautés agricoles à améliorer la production et la commercialisation de produits à forte valeur ajoutée : céréales, légumes, produits agroforestiers, poisson ou encore petit bétail. Elle a notamment aidé les ménages les plus pauvres à adopter des méthodes durables de production de ces produits et les a formés à la pisciculture dans les régions où la pratique était déjà répandue. En parallèle, l'AKF a investi dans des infrastructures de stockage et de microtraitement adaptées, élaboré des formations techniques et distribué du matériel aux agriculteurs visés afin qu'ils puissent développer leurs capacités de stockage et ainsi minimiser leurs pertes post-récolte.

À titre d'exemple, rien que dans le cadre du projet « USDA Food for Progress III », mis en œuvre d'avril 2013 à décembre 2017, les agriculteurs participants ont largement augmenté leur production de cultures à haute valeur ajoutée, à l'image du Sorgho (267 %), du millet (244 %), du riz (111 %), de l'oignon (900 %), du gombo (58 %) et de la salade (16 %). Conséquence directe de cette augmentation, 56 % des ménages concernés ont déclaré s'alimenter de manière plus variée.



1,1 Mrd \$

Sur la période 2005-2020, IPS (WA) a injecté 1,1 milliard de dollars dans les économies rurales au travers de son travail avec les producteurs agricoles.

Adaptation et résilience face au changement climatique

En Afrique de l'Ouest, l'AKF a développé et adapté des méthodes novatrices de gestion de l'eau et de production alimentaire afin d'aider de nombreuses communautés à s'adapter au changement climatique. Dans le cadre de ses programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement - l'accès et la gestion de l'eau étant un élément essentiel dans l'adaptation et la résilience face au changement climatique - plus de 115 000 personnes ont bénéficié des 1 600 infrastructures qu'elle a construites et rénovées telles que, entre autres, des pompes, des puits de forage ou des toilettes. L'AKF a également travaillé avec des agriculteurs en vue de développer de meilleures techniques d'irrigation et améliorer leur accès à des semences résistantes à la sécheresse. Au total, plus de 43 000 agriculteurs ont bénéficié de ces initiatives. Au Mali et en Côte d'Ivoire, la Fondation a renforcé l'accès à des pompes solaires pour les centres de ressources implantés en milieu rural et les exploitants de potagers et s'est efforcée d'améliorer les infrastructures d'approvisionnement en eau existantes. Elle a travaillé avec les communautés concernées pour renforcer leurs capacités de gestion des infrastructures d'approvisionnement en eau et assurer la durabilité des systèmes. L'AKF a également collaboré avec plusieurs agriculteurs en vue de développer des pratiques agricoles adaptées et résistantes face au climat. Dans le cadre de ce projet, elle s'est notamment efforcée d'optimiser l'utilisation des ressources en eau et d'aider les exploitants agricoles concernés à s'adapter aux évolutions du climat propres à la région.



Ci-dessus : Des femmes pompent de l'eau dans le village de N'Dara, dans le nord de la Côte d'Ivoire. Dans le cadre de ses programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement - l'accès et la gestion de l'eau étant un élément essentiel dans l'adaptation et la résilience face au changement climatique - plus de 115 000 personnes ont bénéficié des 1 600 infrastructures qu'elle a construites et rénovées telles que, entre autres, des pompes, des puits de forage ou des toilettes.

Fonds de garantie de l'AKF

Dans le secteur agricole, la variation saisonnière des prix sur le marché constitue l'un des principaux obstacles à la création de revenus fixes. Par exemple, certains agriculteurs ne gagnent des revenus qu'au travers de la culture du riz. Alors qu'ils ont besoin d'argent pour couvrir les différents frais de leurs familles, ils restent très dépendants des variations des prix de la céréale. En général, dès lors que ces riziculteurs ont terminé leurs récoltes, ils mettent la majeure partie de leur production sur le marché, ce qui réduit considérablement la valeur qu'ils peuvent en tirer.

Face à de telles situations, l'AKF et la PAMF ont élaboré un programme de garantie visant à soutenir plusieurs coopératives dans le but d'augmenter les revenus des agriculteurs en les aidant à stocker leurs récoltes sur de plus longues périodes et de les vendre sur le marché lorsque les prix sont plus avantageux. Dans le cadre de cette initiative, 16 000 agriculteurs et plus de 1 000 entreprises agroalimentaires ont contracté des prêts auprès de la PAMF avec l'aide de l'AKF. Les deux agences ont également financé et travaillé avec ces coopératives en vue de développer une approche novatrice sous le nom de Fonds de garantie. Ce dispositif vise à contribuer au développement des capacités de transformation et de stockage des neuf coopératives participantes. L'objectif est de leur permettre d'acheter les récoltes de leurs membres au prix du marché au comptant et de les stocker pour les vendre plus tard lorsque les prix sont plus avantageux. Ce fonds d'une valeur de près de 300 000 dollars est géré en toute transparence par les coopératives elles-mêmes. Par l'intermédiaire de ce mécanisme, les agriculteurs reçoivent une première somme d'argent dès la fin de la période de récolte, puis, profitant de la plus-value de leur production, font de nouveaux bénéfices plus tard dans la saison. Grâce à l'investissement de base de l'AKF et au renforcement de leurs capacités de stockage et de transformation, les coopératives se positionnent aujourd'hui comme des organes financeurs essentiels des initiatives de développement social mises en œuvre au sein de leurs communautés. Elles contribuent notamment à la formation du personnel local et au financement des écoles et des centres de santé locaux. Ce fonds aide également plusieurs centres de développement de la petite enfance (ECD) à distribuer de la nourriture à des centaines d'enfants.



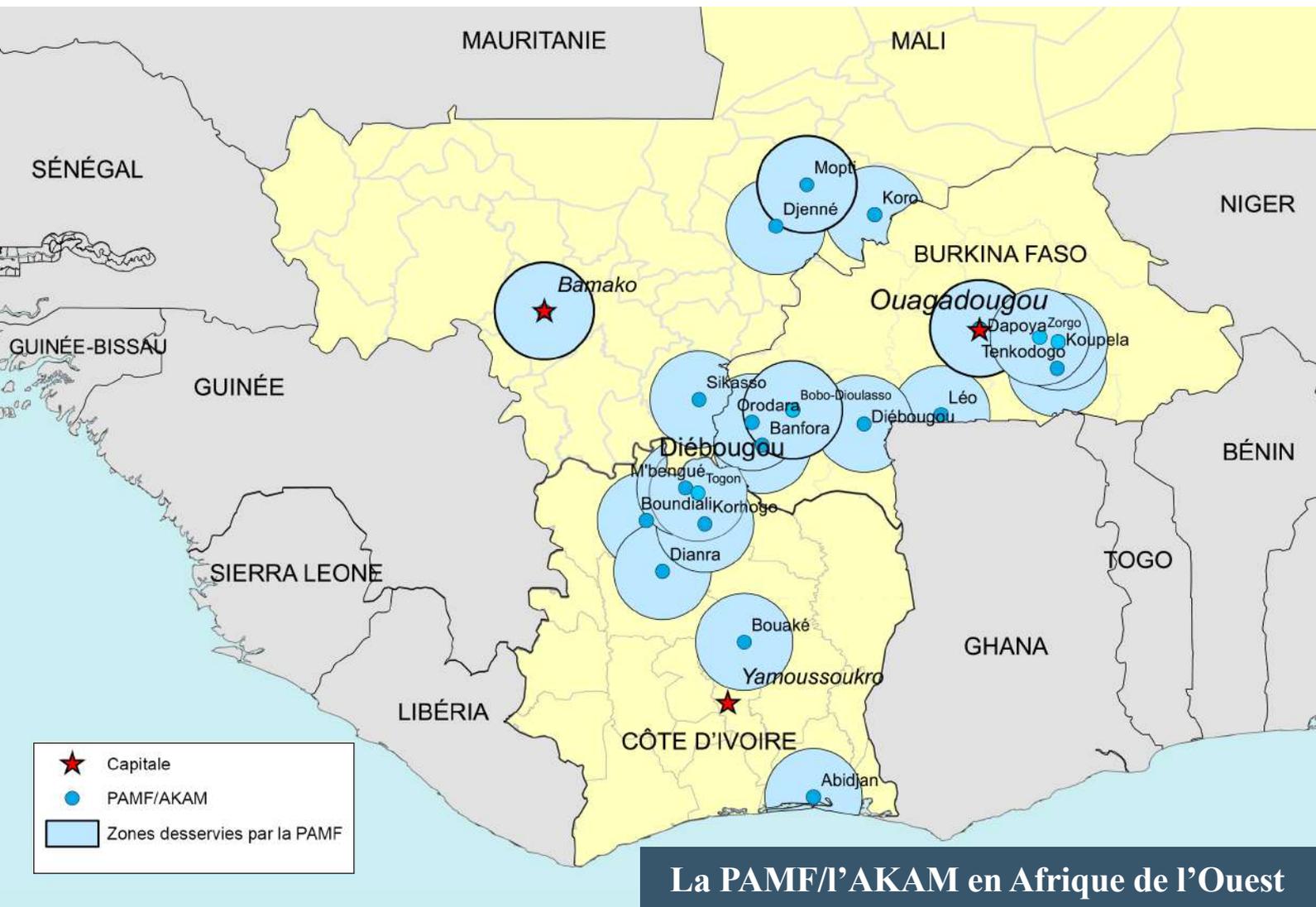
Groupes d'épargne communautaires

Les groupes d'épargne communautaires (CBSG) sont des organisations dans le cadre desquelles des membres d'une communauté mettent en commun leur épargne pour constituer un fonds de capitaux et ainsi financer des projets à petite échelle. À bien des égards, les CBSG constituent des mécanismes d'épargne et de crédit importants qui aident de nombreuses communautés à faire un premier pas vers les services financiers formels. Ces groupes jouent ainsi un rôle déterminant dans l'inclusion financière des communautés bénéficiaires, leurs membres, qui sont majoritairement des femmes, accédant pour la plupart d'entre eux pour la première fois à des services financiers.

Renforcement des systèmes à l'échelle locale

En Afrique de l'Ouest, rien qu'entre 2014 et 2019, l'AKF a formé plus de 200 formateurs et producteurs représentants. Ces derniers jouent un rôle d'intermédiaire entre les groupes d'agriculteurs et les services techniques gouvernementaux. Sur cette période, les formateurs ont contribué au renforcement du leadership, à la sensibilisation et à la mobilisation des communautés, à la création de partenariats et à la mise en place de programmes d'alphabétisation de base dans l'objectif de mettre sur pied un réseau d'agents de développement intracommunautaires. Cette initiative a également renforcé la place des femmes dans ce secteur.

ÉCONOMIES RURALES ET RÉSILIENCE ENVIRONNEMENTALE (SUITE)



Programmes intégrés

L'AKF mettant en œuvre des programmes intégrés, les coopératives agricoles auprès desquelles elle travaille sont en mesure de soutenir des centres de développement de la petite enfance et de distribuer de la nourriture pour les enfants de leurs communautés. Lors de la phase de conception d'une intervention, l'AKF garde à l'esprit la nécessité d'intégrer les activités de différents secteurs afin qu'elles puissent se renforcer mutuellement. Par exemple, l'amélioration des techniques d'irrigation et des infrastructures d'approvisionnement en eau a non seulement permis aux communautés et familles rurales bénéficiaires de gagner des revenus supplémentaires, mais également de cultiver des légumes pour renforcer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ces communautés ont ainsi pu payer des soignants grâce aux revenus qu'elles ont tirés des parcelles qu'elles exploitaient,

mais aussi créer des potagers pour améliorer la qualité des repas servis dans les écoles locales. Dans le cadre de cette approche intégrée, les communautés ont ainsi bénéficié de services dans, entre autres, les secteurs de l'éducation, de la santé, de la nutrition, de l'agriculture et de l'élevage.

Contributions de la PAMF en faveur des économies rurales

Le réseau d'agences et d'agents de crédit de la Première Agence de Microfinance est pensé de manière à répondre aux besoins de financement des marchés ruraux. Plus de 61 % de tous les prêts que ces agences accordent sont à destination des économies rurales. Elles proposent par exemple des produits remboursables sur une période d'un an conçus spécifiquement pour aider les producteurs et les entrepreneurs à financer des campagnes agricoles et à payer leurs dettes en fonction de la saisonnalité des économies rurales.

Un employé de la PAMF nous explique :

« Les solutions de financement que propose la PAMF permettent aux familles les plus vulnérables de produire et d'accéder à un capital productif. Nous leur octroyons des prêts sans garantie, de sorte qu'elles puissent louer des équipements pour produire davantage et nourrir leurs familles. La PAMF les aide en outre à créer des potagers ou à acheter des animaux pour alléger leur travail dans les champs. Prenons les producteurs de sésame. Avec l'argent qu'ils tirent de leurs récoltes, certains achètent des vélos, ou encore des meubles, construisent des extensions pour améliorer leurs maisons ou y installent des panneaux solaires pour renforcer leur accès à la lumière et aux moyens de communication. De ce fait, des familles qui, auparavant, ne pouvaient pas manger, prospèrent et améliorent leur qualité de vie. Nos produits font naître un sens de dignité chez ces personnes, notamment chez les femmes, car elles sont en mesure de contribuer aux frais de leurs familles. »

L'AKF a renforcé les connaissances des communautés locales et les a encouragées à adopter des comportements plus adaptés en matière de nutrition. Elle a notamment facilité la mise en œuvre de meilleures pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants au sein des ménages. Elle a également créé « Equinut », un produit de supplémentation alimentaire standardisé, certifié et commercialisable confectionné à base d'une pâte d'arachide traditionnelle appelée di-dégué. Dans le cadre de ce projet, l'AKF a formé des agriculteurs à la production d'arachides de qualité sans aflatoxine et aidé des groupes de femmes à produire la pâte Equinut. Au total, 14 000 enfants de moins de cinq ans ont directement bénéficié du projet.



ÉCONOMIES RURALES ET RÉSILIENCE ENVIRONNEMENTALE (SUITE)

Dès sa création, l'objectif de la PAMF était de s'implanter dans les communautés rurales, c'est pourquoi ses agents de crédit couvrent en moyenne une zone de 80 km autour de leurs agences respectives. Ainsi, ces derniers rendent régulièrement visite aux entrepreneurs basés en milieu rural pour discuter de leurs perspectives, leur fournir un soutien technique et leur faciliter l'accès à des solutions de prêt. Pour illustrer ce travail, prenons l'exemple des agents de crédit de l'agence de Koro, au Mali, qui surent identifier le potentiel économique d'un phénomène particulier. Ces derniers voyaient régulièrement des commerçants de Bamako se rendre à Koro pour acheter des chèvres et des moutons, notamment lors des sacrifices de l'Aïd al-Adha et des célébrations lors desquelles de très nombreux animaux convergent généralement vers les centres urbains. Ces commerçants venaient donc jusqu'à Koro, dans la région de Mopti, pour acheter de jeunes animaux, puis payaient des femmes des communautés locales pour qu'elles s'occupent de ces animaux jusqu'à leur maturité, après quoi ils revenaient les chercher pour les vendre à Bamako. L'équipe de l'agence de Koro de la PAMF vit alors l'occasion de soutenir les entrepreneuses de la région. Les agents mirent en place des solutions de financement pour les femmes des communautés locales afin de les aider à acquérir des animaux, les élever pendant l'année et les vendre au moment de l'Aïd, captant ainsi la majeure partie de la valeur ajoutée de ce marché.



Ci-dessus : Avec leur connaissance du terrain et des perspectives du marché, les agents de crédit de la PAMF furent d'une grande aide pour les entrepreneuses rurales.

Avec leur connaissance du terrain et des perspectives du marché, ils furent d'une grande aide pour ces entrepreneuses rurales. Ils les aidèrent notamment à évaluer leurs perspectives économiques et à partager leur expérience, mais également à calculer et évaluer leurs risques lors du processus d'analyse de ces perspectives.

Résilience environnementale

Le changement climatique est un enjeu de taille en Afrique de l'Ouest, et plus particulièrement dans le centre du Mali. L'augmentation des températures, la raréfaction et l'accroissement de la variabilité intra-annuelle et interannuelle des précipitations et l'amplification de la fréquence des chocs climatiques sont quelques-unes des conséquences visibles de ce changement qui viennent étouffer les pratiques agricoles dans le pays. En résultat, les agriculteurs sont confrontés à une baisse inexorable de leurs rendements et peinent à identifier et sélectionner les variétés les plus adaptées au climat, mais également à décider quand les planter. En parallèle, les petites rivières s'assèchent, les prises de poissons et le niveau de l'eau diminuent, la couverture forestière et la biodiversité perdent toujours plus de leur masse et la nourriture pour le bétail se fait de plus en plus rare.

Grâce à ses nombreux investissements dans le secteur agroalimentaire, IPS (WA) contribue à l'identification de semences résistantes à la sécheresse et à l'élaboration de meilleures techniques d'irrigation. Au Burkina Faso, Faso Coton et les autres entreprises de transformation du coton du pays apportent un soutien financier à l'Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA) afin de l'aider à mettre en œuvre ses projets de recherche et à identifier des semences de qualité et résistantes à la sécheresse en vue de les distribuer aux producteurs de coton à l'échelle nationale.

Le Parc National du Mali, véritable poumon vert au cœur de Bamako

« À l'image du Mali, ce parc a pour vocation de perpétuer la tradition nationale d'échange et de dialogue, tout en préservant le patrimoine naturel et les écosystèmes dont l'homme est le dépositaire... »

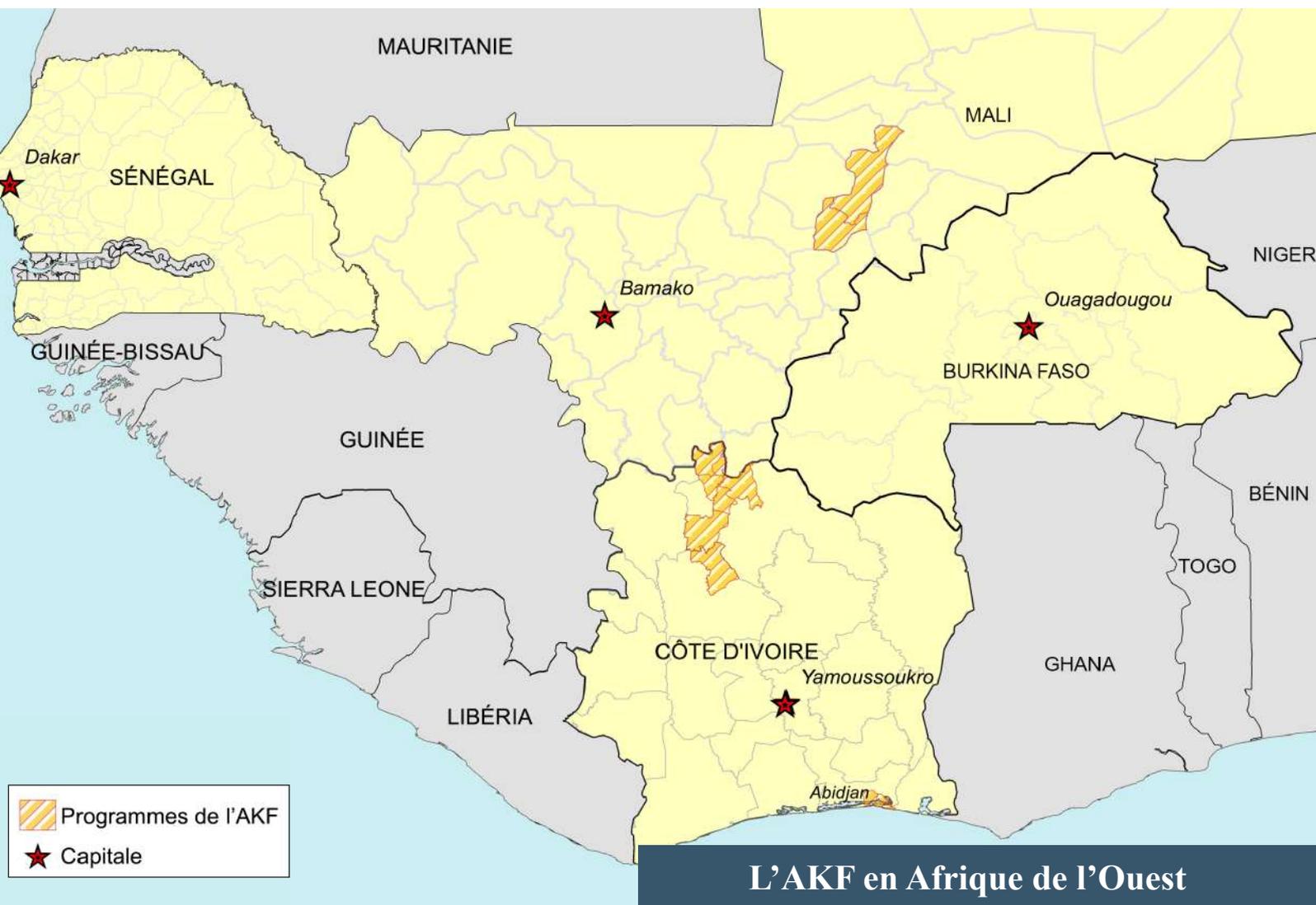
-- Son Altesse l'Aga Khan, à l'occasion de la cérémonie d'inauguration du Parc National du Mali, à Bamako, le 22 septembre 2010.



Le Parc National du Mali, véritable poumon vert au cœur de Bamako.

Le Parc National du Mali et son zoo ont été réhabilités dans le cadre d'un partenariat public-privé entre le gouvernement malien et l'AKDN. Espace social, environnemental, pédagogique et culturel très important dans le tissu de la capitale malienne, il a accueilli plus de cinq millions de visiteurs depuis son ouverture.

Couvrant une vaste superficie, ce lieu social animé est aujourd'hui le seul espace vert public où les familles peuvent profiter de la présence d'arbres et de plantes indigènes. Il intègre en outre un important volet éducatif. En effet, ce véritable échantillon vivant de la biodiversité du Mali abrite le plus grand nombre d'arbres, de plantes et d'animaux indigènes du pays et constitue ainsi une immense ressource pédagogique pour les plus de cinq millions de personnes qui ont eu l'occasion de le visiter jusqu'à présent. Le Parc National du Mali est l'un des plus grands parcs d'Afrique subsaharienne et contribue largement à l'amélioration de l'environnement urbain de Bamako.



Quelle que soit la région en faveur de laquelle il s'engage, l'AKDN s'efforce toujours de contribuer au développement social sur le long terme, notamment dans la santé et l'éducation, deux secteurs qui constituent un aspect fondamental de la qualité de vie. En Afrique de l'Ouest, le Réseau a ainsi lancé de nombreuses initiatives de développement social, principalement dans ces deux domaines. Avec l'aide de ses partenaires, en s'appuyant sur les ressources à sa disposition et en renforçant les capacités des gouvernements locaux, des services publics et des organisations communautaires de la société civile, il se donne pour objectif d'apporter une contribution globale qui dépasse les bénéfices des interventions qu'il met en œuvre à l'échelle individuelle.

La Fondation Aga Khan est la principale agence opérationnelle de l'AKDN dans le secteur du développement social. Bien que l'AKF travaille en collaboration avec les autres agences du Réseau présentes en Afrique de l'Ouest, et notamment le

Trust Aga Khan pour la culture, la Première Agence de Microfinance et Industrial Promotion Services, elle cible particulièrement le Mali et la Côte d'Ivoire.

Les agences de l'AKDN coordonnent leurs interventions afin que chacun de leurs projets puisse apporter les ressources et les connaissances nécessaires dans une zone donnée. À cet effet, toutes ces agences interagissent entre elles et se renforcent mutuellement. Cette démarche s'appuie en grande partie sur les approches de développement multi-secteurs élaborées par l'AKDN. Pour reprendre les termes d'Apoorva Oza, directeur du Programme Aga Khan de soutien rural, Inde (AKRSP,I) :

« Le développement multi-secteurs consiste principalement à mettre en œuvre plusieurs interventions au niveau d'une communauté, notamment pour améliorer la santé, renforcer les moyens de subsistance et développer l'accès à l'éducation. Cette approche découle du fait que, dans les régions très pauvres où la misère telle que nous la connaissons est multidimensionnelle, il n'est pas suffisant d'attaquer sur un seul front, comme l'amélioration de l'accès à l'éducation ou l'augmentation des revenus. Si nous procédions de la sorte, notre travail n'aurait pas un impact très important sur la qualité de vie des personnes visées. »

En Afrique de l'Ouest, les agences de l'AKDN doivent ainsi tirer parti de leur travail respectif. En d'autres termes, ces dernières font converger leurs efforts dans plusieurs zones géographiques de la région, notamment le nord de la Côte d'Ivoire, le centre du Mali et le sud-est et le centre du Burkina Faso. Ainsi, dans la mesure du possible, différents programmes contribuant au développement rural, à l'éducation, à la santé, à la microfinance, à la culture et au développement économique sont mis en œuvre en parallèle dans une même zone. C'est pourquoi lorsque l'AKF a commencé son implantation en Afrique de l'Ouest en 2007, elle a d'abord appuyé les projets de développement de systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement et d'amélioration de la santé menés par l'AKTC dans la



700 000

Sur la période 2005-2020, l'AKDN a mobilisé plus de 200 millions de dollars d'investissements à impact social, dont près de 700 000 personnes ont directement bénéficié.



À Mopti, au Mali, l'engagement des membres des communautés est un élément central des activités de développement multi-secteurs de l'AKF.



Les cases de santé que l'AKF a aidé à développer à Mopti, au Mali, ont permis de réduire considérablement l'incidence de la mortalité maternelle et néonatale.



30 000

Environ 30 000 femmes en âge de procréer ont bénéficié des initiatives de santé mises en œuvre par l'AKDN dans la région.

région de Mopti. En Côte d'Ivoire, la Fondation a commencé par travailler dans le nord du pays, bénéficiant du travail considérable que menait alors IPS (WA) auprès des communautés productrices de coton. Par la suite, elle a également collaboré avec IPS (WA) dans le centre et le sud du pays et a notamment apporté un soutien technique à des projets de développement de la petite enfance et de télémédecine à Abidjan. De son côté, la PAMF a elle aussi mis en œuvre ses interventions dans les zones géographiques où l'AKF, l'AKTC et IPS (WA) travaillaient déjà.

Fondation Aga Khan

La Fondation Aga Khan rassemble des ressources humaines, financières et techniques afin de relever certains défis auxquels doivent faire face les communautés les plus pauvres et les plus marginalisées du monde. À cet effet, l'investissement dans le potentiel humain, l'accroissement des perspectives et l'amélioration de la qualité de vie globale font l'objet d'une attention particulière. En Afrique de l'Ouest, l'AKF travaille particulièrement dans le centre du Mali et le nord de la Côte d'Ivoire, ainsi qu'à Abidjan, et apporte son aide à d'autres agences lorsque c'est nécessaire. Elle met notamment en œuvre des initiatives de développement rural, d'amélioration de l'accès à la santé et à l'éducation, d'approvisionnement en eau et d'assainissement et de renforcement de la société civile. Elle adopte une approche intégrée dans le cadre de laquelle ses programmes

tirent parti de leurs différentes ressources en vue de pérenniser ses interventions.

Santé et nutrition

En Afrique de l'Ouest, l'AKF travaille avec les communautés, les gouvernements locaux et les services publics de santé afin de renforcer les capacités des systèmes de prestation de soins de santé. Elle s'efforce notamment de mettre en relation les services publics avec les plateformes nationales en vue de faciliter la collecte de données et la mise en œuvre d'approches plus adaptées aux défis sanitaires locaux. La Fondation travaille également en direct avec les agents de santé communautaires (ASC). Avec l'aide du Ministère de la santé, elle leur propose des formations et instaure des systèmes de supervision pour renforcer leurs capacités et les aider à prodiguer des soins préventifs et curatifs respectueux des genres dans les zones rurales. En parallèle, elle a mis en place des systèmes communautaires d'information sur la santé afin de documenter la façon dont les ASC contribuent à la santé de la population à l'échelle nationale. Sur la base des données récoltées dans le cadre de ce programme, l'AKF a contribué à la refonte des politiques nationales sur les soins de santé communautaires essentiels et facilité l'intégration des agents de santé communautaires dans la structure de la fonction publique malienne. Grâce au travail de la Fondation et de ses partenaires, les maternités rurales font aujourd'hui partie de l'infrastructure sanitaire nationale du Mali.

L'AKF a également contribué à améliorer l'offre de services de santé à l'échelle communautaire, la qualité des soins proposés et l'efficacité des mécanismes d'orientation des patients en zone rurale par la mise en œuvre des technologies de la santé, la modernisation des infrastructures de santé communautaires et le renforcement des capacités du personnel des établissements visés.

En collaboration avec IPS (WA) et d'autres partenaires, elle a également créé des plateformes de télémédecine en vue de permettre aux professionnels de la santé de la Côte d'Ivoire et du Mali de suivre des formations en ligne et de téléconsulter des experts en cas de besoin. Disponibles en ligne et hors-ligne, les contenus des plateformes abordent de nombreux sujets : gestion des infrastructures, santé maternelle, néonatale et infantile (SMNI), VIH, développement de la petite enfance et nutrition. L'AKF a également réhabilité plusieurs centres de santé communautaires en vue de les adapter aux normes du secteur et d'améliorer les services qui y sont proposés. Elle s'est ainsi employée à développer les liens entre les établissements visés, les agents de santé et les dirigeants communautaires pour améliorer la prestation et la gestion des services.

Infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement

Dans l'objectif de réduire l'incidence des maladies hydriques, la Fondation Aga Khan améliore l'accès à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement, notamment dans les établissements de santé et les écoles du secteur public. Pour ce faire, elle travaille auprès des communautés visées en vue de développer leur accès aux infrastructures communautaires d'approvisionnement en eau et de les aider à les gérer de manière plus durable. Elle facilite la mise en place d'associations d'usagers de l'eau (WUA) dirigées par des femmes pour assurer une distribution de l'eau équitable et durable aux ménages et aux équipements publics. Elle aide en parallèle les communautés locales à mettre en œuvre des initiatives de sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement.

L'AKF travaille auprès de structures locales, régionales et nationales de gouvernance de la santé dans le but de renforcer la qualité des services qu'elles proposent et d'améliorer leurs capacités d'orientation stratégique. À l'échelle communautaire, ce travail s'est traduit par l'amélioration des capacités des comités communautaires de la santé à coordonner et mobiliser des ressources pour la mise



Ci-dessus : Grâce au travail de la Fondation et de ses partenaires, les maternités rurales font aujourd'hui partie de l'infrastructure sanitaire nationale du Mali.



Maternités

Grâce aux investissements de l'AKDN dans le secteur de la santé, 115 maternités ont été construites ou réhabilitées.

DÉVELOPPEMENT SOCIAL (SUITE)

en œuvre d'interventions à leur niveau en collaboration avec d'autres acteurs des systèmes de santé locaux.

Développement de la petite enfance

Avec l'aide des entreprises de l'AKFED et d'autres acteurs du secteur privé, la Fondation Aga Khan sensibilise les ménages et les communautés aux bonnes pratiques et aux avantages d'un développement de la petite enfance holistique et enrichissant. Elle met notamment en œuvre des programmes spécialisés afin d'apprendre aux parents et aux éducateurs à adopter des pratiques de soins stimulantes et adaptées aux petits. En parallèle, elle renforce et s'appuie sur des plateformes et groupes communautaires existants afin de développer l'accès aux services d'ECD. Elle travaille par exemple avec des groupes maraichers, des coopératives agricoles, des groupes d'épargne communautaires et des établissements de santé privés et publics. Plus de 70 000 enfants ont à ce jour bénéficié du travail de l'AKF.



Ci-dessus : Filtisac a fait construire un dispensaire directement sur son site d'exploitation afin de permettre à ses employés et leurs familles d'accéder à des services de santé. Sur la période 2005-2020, les membres des familles des employés de l'entreprise représentaient environ 44 % des 153 000 consultations réalisées.



70 000

Au total, 70 000 enfants ont bénéficié des programmes de développement de la petite enfance de l'AKDN dans la région.

IPS (WA)

IPS (WA) constitue l'organe de développement à but lucratif du Réseau Aga Khan de développement. Il réalise d'importants investissements dans le domaine de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et cherche à se positionner comme une entreprise citoyenne aux valeurs fortes dans toutes les régions où il est implanté. De nombreux employés de IPS (WA) sont issus des communautés locales. Ces communautés jouent souvent un rôle important dans sa chaîne d'approvisionnement, tandis que les entreprises locales lui fournissent des services et des produits qui appuient ses opérations. L'organisation place en outre la santé, l'éducation et les préoccupations environnementales de ces populations au cœur de son programme de renforcement du bien-être.

Dès que possible, IPS (WA) exploite ses propres ressources pour soutenir les communautés locales. Prenons l'exemple des dispensaires de la SN SOSUCO et de Filtisac. Conçus à l'origine pour prodiguer les premiers soins aux employés victimes d'un accident de travail, ces établissements se sont considérablement développés et proposent aujourd'hui des services médicaux qui dépassent de loin les exigences de santé et de sécurité propres au monde du travail. Le dispensaire de la SN SOSUCO est ainsi devenu l'un des principaux prestataires de soins de santé à Bérégadougou. Sur la période 2005-2020, l'établissement a réalisé plus de 150 000 consultations médicales, dont plus de 60 % à la demande de membres de la communauté locale. Le dispensaire de Filtisac propose quant à lui ses services aux membres des familles et aux enfants de ses employés. Sur la période 2005-2020, l'établissement a réalisé 153 000 consultations médicales, dont près de 44 % à la demande des membres des familles des employés de l'entreprise.

Dans le cadre de son travail avec des producteurs de coton locaux, Ivoire Coton a pu identifier certaines priorités propres à ces communautés, ce qui a par exemple permis à l'AKF et à IPS (WA) d'élaborer des interventions de renforcement de l'accès à l'eau dans le nord de la Côte d'Ivoire. En parallèle, c'est grâce aux consultations pédiatriques régulièrement proposées par le dispensaire de Filtisac que l'AKF et ses partenaires ont pu mettre en place des initiatives de développement de la petite enfance encourageant les parents à faire la lecture à leurs enfants et à favoriser leur développement physique, émotionnel et social.

Grâce à ses connaissances, Ivoire Coton a aidé l'AKF à travailler auprès des communautés du nord de la Côte d'Ivoire et à identifier certains domaines d'intervention prioritaires. Avant l'arrivée de la Fondation, l'entreprise avait déjà mis en œuvre un certain nombre d'initiatives sociales dans les régions ières du nord de la Côte d'Ivoire :

L'AKF a mis en œuvre des programmes ciblés afin d'apprendre aux parents et aux éducateurs comment adopter des pratiques de soins stimulantes et adaptées aux petits.





Assainissement

Les 1 600 infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement construites et réhabilitées par l'AKDN - dont des pompes, des puits de forage et des toilettes - ont permis à 115 000 personnes d'accéder à l'eau potable et mis fin à la défécation en plein air dans 33 villages.

- Le forage et l'entretien de 857 pompes hydrauliques fournissant de l'eau potable à 900 000 personnes ;
- La construction de 188 centres de santé communautaires, ainsi que leur approvisionnement en médicaments de base ;
- La formation d'agents de santé communautaires et d'accoucheurs traditionnels ;
- L'ouverture d'une clinique privée à Boundiali, qui réalise environ 10 000 consultations par an entre les employés, les membres de leurs familles et ceux de la communauté locale ;
- La mise en œuvre de programmes d'alphabétisation pour adultes pour 7 500 agriculteurs et membres de leurs familles ;
- La formation et l'équipement d'associations de femmes rurales qui produisent des cultures vivrières ; et
- La mise à disposition de ressources et l'organisation de formations pour sensibiliser les communautés rurales au VIH/SIDA, au paludisme et à la tuberculose.

Dans le cadre de leur partenariat, l'AKF et Ivoire Coton ont d'abord décidé d'améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement. Cette première étape a conduit à la mise en œuvre du projet « Multiples usages des services de l'eau » dans le nord de la Côte d'Ivoire, grâce auquel plus de 111 600 personnes ont obtenu un accès à l'eau potable. Ce travail s'est traduit par la réalisation de 25 puits de forage, la réparation de 71 pompes et la mise en service d'une structure communautaire de soutien intégrant 38 communautés de gestion de points d'eau.

Le projet intégrait également deux autres composantes importantes : l'assainissement et l'horticulture. Dans le cadre du volet portant sur l'assainissement, six agents de santé communautaires ont été formés aux bonnes pratiques de gestion de l'eau domestique. Cette initiative a notamment mis fin à la défécation en plein air dans 33 villages ciblés. Dans le cadre du volet portant sur l'horticulture, plusieurs groupes d'horticulteurs ont été créés pour aider les communautés à améliorer la valeur nutritionnelle de leur régime alimentaire, mais également à vendre des produits frais sur les marchés locaux pour gagner des revenus supplémentaires.

L'AKF et IPS (WA) ont également collaboré dans le cadre d'un projet de télé-médecine financé par le programme USAID/Pepfar. L'objectif était de renforcer les capacités des prestataires de santé du nord de la Côte d'Ivoire en formant les professionnels de la santé locaux et en leur permettant d'échanger avec des experts basés à Abidjan au travers d'un système de téléconférence de pointe. Déjà plus de 6 800 personnes ont ainsi pu consulter un médecin spécialiste, tandis que 118 professionnels de la santé ont suivi une formation (16 médecins, 35 sages-femmes et 67 infirmiers). Grâce à ce système, les médecins de Boundiali peuvent consulter des experts situés à Abidjan pour obtenir des conseils sur des cas médicaux complexes, et renforcer leurs connaissances par la même occasion.

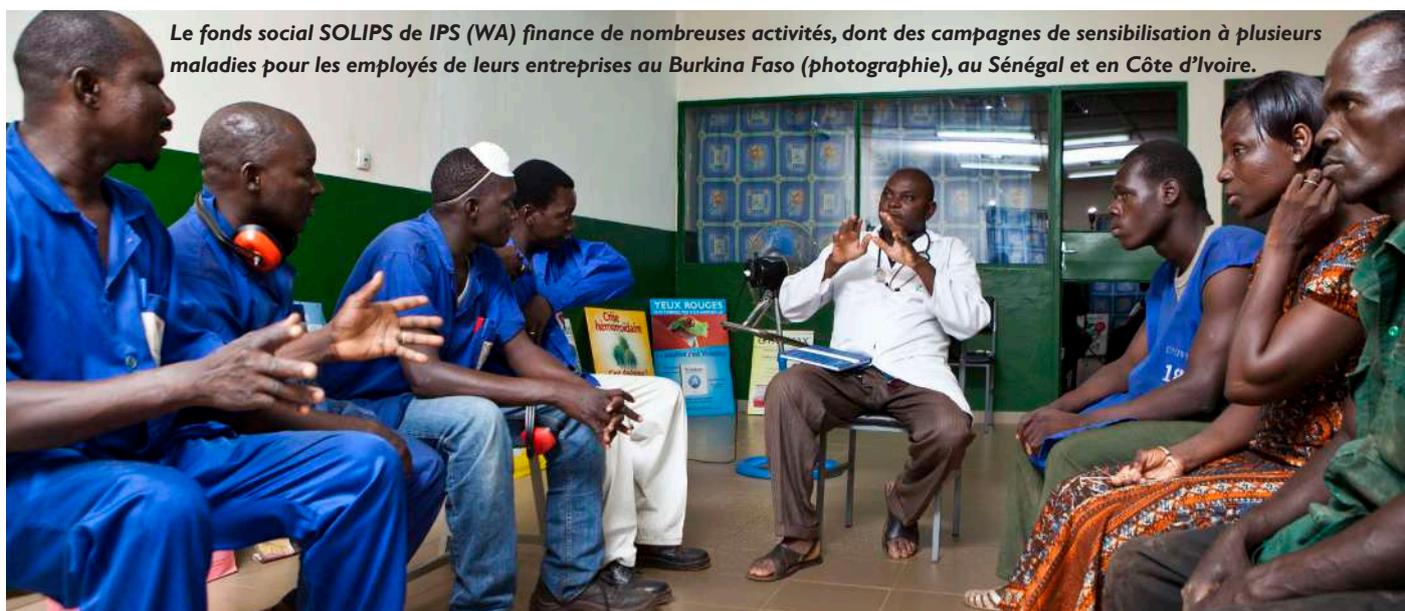
Dans le secteur de l'éducation, l'AKF et Ivoire Coton ont conclu un partenariat avec la Fondation Cargill pour travailler auprès de 14 écoles du nord de la Côte d'Ivoire. Les infrastructures essentielles des établissements ont été modernisées, tandis que les enseignants et membres du personnel ont suivi une formation pour développer leurs compétences. Au total, 2 846 élèves, 85 enseignants et 92 autres membres du personnel des écoles ciblées ont bénéficié de ce projet.

À Abidjan, Filtisac met en œuvre depuis 2009 un projet intitulé « Lire à l'enfant » destiné aux membres du personnel ayant des enfants âgés de 0 à 6 ans. Depuis le lancement de cette initiative, en moyenne 30 enfants et leurs parents ou éducateurs prennent part aux séances de lecture et aux autres activités organisées dans les

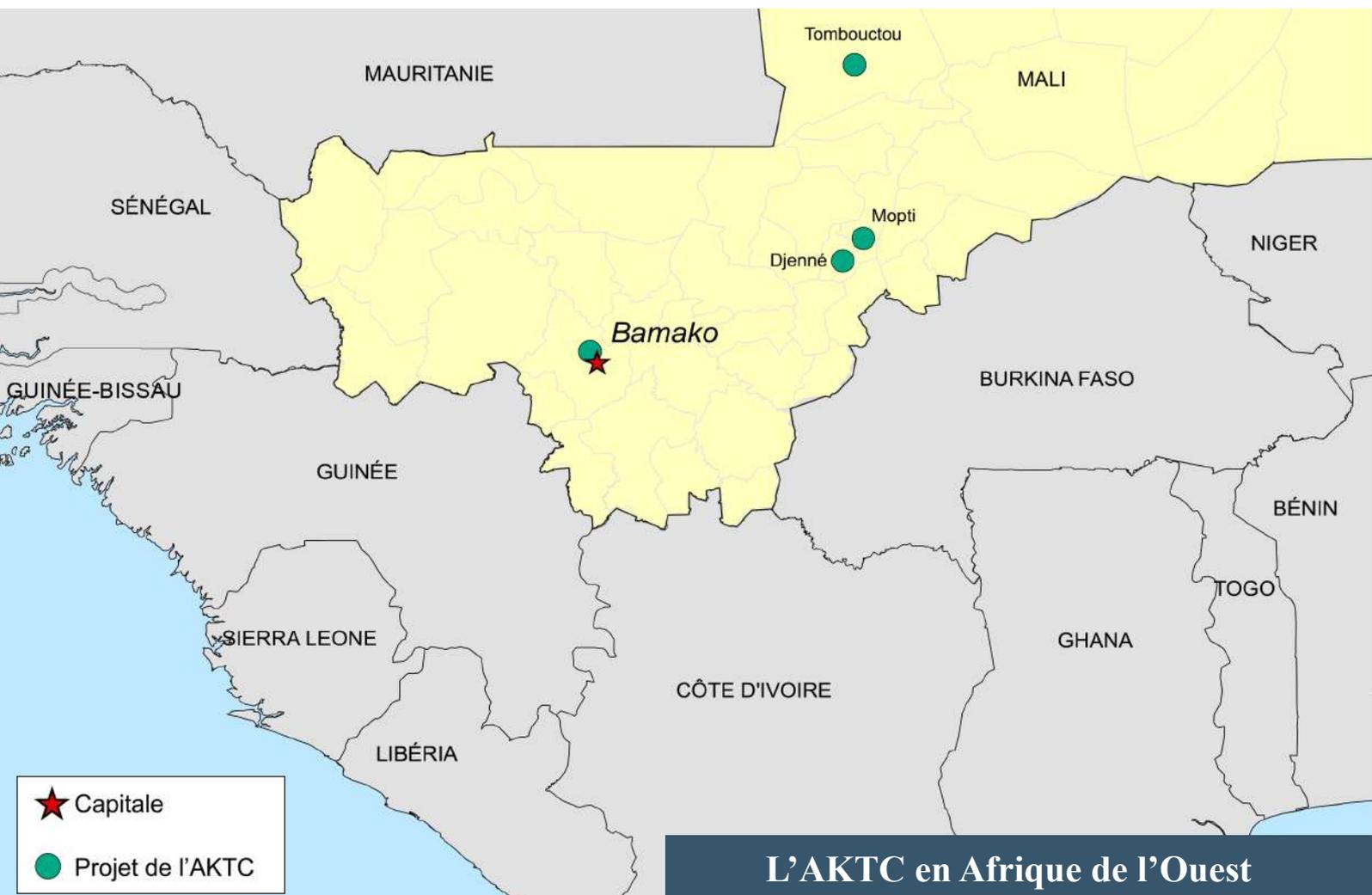
salles d'attente des pédiatres. En 2016, l'AKF a sollicité l'aide de la Fondation Bernard Van Leer (BvLF), leader mondial des projets de développement de la petite enfance, pour financer un projet en partenariat avec Filtisac. Au total, 105 membres du personnel de l'entreprise ont suivi une formation sur les bonnes pratiques d'éducation et de communication avec les enfants âgés de 0 à 5 ans. Grâce à ce projet, 274 parents de la communauté d'Abobo vivant dans le voisinage des employés de l'entreprise ont également suivi des séances de sensibilisation. Un espace dédié aux enfants et aux parents appelé le « Coin des tout petits » a également été créé dans l'entreprise dans l'objectif de faciliter la mise en place d'autres activités et événements pour l'éducation parentale et le développement de la petite enfance.

Les activités de développement social ne sont pas seulement liées à la responsabilité sociétale des entreprises. Au sein des sociétés projets de IPS (WA), elles sont souvent un aspect intégral et central de leur travail. Par exemple, Chimtec, une entreprise basée à Abidjan qui commercialise des produits chimiques et détient 30 % des parts du marché régional des produits chimiques dans plusieurs secteurs, dont l'alimentation, les cosmétiques et les peintures, fournit également près de 60 % de tous les produits nécessaires au traitement de l'eau potable dans la ville.

En 2003, IPS (WA) a mis en place un fonds social pour financer les activités de développement social destinées à ses employés et leurs familles. Appelé SOLIPS (abréviation de « Solidarité IPS »), ce dispositif est actif dans toutes les entreprises de IPS (WA) en Côte d'Ivoire, au Mali, au Burkina Faso et au Sénégal. Son objectif est d'apporter une aide financière aux employés qui souffrent d'un handicap partiel ou total et ne sont plus en mesure de travailler, de faciliter la mise en place et le financement de programmes de dépistage et de prévention du VIH/SIDA, du paludisme et de la tuberculose, et d'assurer la prise en charge du traitement, du suivi et de l'assistance psychologique et sociale des employés malades. Le SOLIPS a mené plusieurs campagnes de sensibilisation sur le VIH/SIDA auprès des employés et de leurs communautés au Burkina Faso, au Sénégal et en Côte d'Ivoire.



Le fonds social SOLIPS de IPS (WA) finance de nombreuses activités, dont des campagnes de sensibilisation à plusieurs maladies pour les employés de leurs entreprises au Burkina Faso (photographie), au Sénégal et en Côte d'Ivoire.



La culture fait partie intégrante de la qualité de vie perçue d'une communauté. Elle englobe l'environnement physique, les interactions sociales, la musique, l'architecture, la pratique de la foi et d'autres aspects importants de la vie. Pour l'AKDN, la culture est un actif social et économique qui renforce à la fois le sentiment d'identité, de fierté et d'appartenance des communautés, mais également le respect de la diversité et l'acceptation du pluralisme. Il s'agit en parallèle d'un secteur qui, par la création d'emplois, l'augmentation des revenus et l'amélioration des espaces urbains, constitue un moteur économique du développement.

Le Réseau considère donc la culture comme un levier pour l'amélioration de la qualité de vie et la création d'une valeur ajoutée. C'est le Trust Aga Khan pour la culture qui se charge de la mise en œuvre des programmes culturels de l'AKDN. On peut diviser ses interventions en Afrique de l'Ouest en trois grands domaines : Premièrement, les projets de revitalisation de l'architecture en terre,

qui mettent en lumière des édifices culturels historiques comme les mosquées de Mopti et de Djenné et la mosquée Djingareyber de Tombouctou et ouvrent la voie à la modernisation des zones urbaines voisines des monuments concernés. Deuxièmement, la réhabilitation du Parc National du Mali et de son zoo à Bamako, dans le cadre d'un partenariat public-privé avec le gouvernement malien. Cette oasis de verdure urbaine unique dans la ville constitue un espace dans lequel les visiteurs peuvent s'adonner à leurs loisirs favoris, développer leurs connaissances, se détendre et se regrouper. Troisièmement, la mise en œuvre de deux initiatives mondiales qui récompensent l'excellence dans leurs domaines respectifs, le Prix Aga Khan d'Architecture (AKAA) et les Prix Aga Khan de Musique (AKMA). Le Prix Aga Khan d'Architecture récompense des projets qui ont su établir de nouveaux standards d'excellence en matière d'architecture, d'aménagement urbain ou paysager et de préservation de sites historiques. Les Prix Aga Khan de Musique récompensent la créativité, l'engagement et les initiatives tenant de l'exceptionnel en matière d'interprétation, de création, d'enseignement, de préservation et de revitalisation de la musique.

Programme de revitalisation de l'architecture en terre

À la suite de la signature de l'accord de coopération entre le gouvernement du Mali et l'AKDN en 2003, l'AKTC a lancé son Programme de revitalisation de l'architecture en terre. Les responsables du Programme ont d'abord cherché à obtenir une vue d'ensemble des villes historiques ciblées en vue d'y améliorer les principaux monuments, mais également les zones urbaines voisines, avec l'objectif de renforcer la qualité de vie des habitants des communautés locales. Le premier projet mis en œuvre fut la réhabilitation de la grande mosquée de Mopti, également connue sous le nom de mosquée de Komoguel, un édifice construit entre 1936 et 1943. À l'époque, la mosquée était dans un piètre état et avait été



Ci-dessus et ci-dessous : À la suite de la signature de l'accord de coopération entre le gouvernement du Mali et l'AKDN en 2003, le Trust Aga Khan pour la culture a lancé son Programme de revitalisation de l'architecture en terre dans le cadre de la restauration de la grande mosquée de Mopti, également connue sous le nom de mosquée de Komoguel. Ces photographies montrent la mosquée après restauration.





endommagée par une mauvaise utilisation de ciment au cours d'une précédente phase de restauration menée en 1978. L'accumulation de ce matériau plus lourd et non adapté menaçait la solidité structurelle du bâtiment.

Sur la base des traditions et matériaux locaux, les responsables du programme ont déterminé les meilleures pratiques de construction en terre en y intégrant des méthodes et processus de conservation. À l'occasion de ce projet, les professionnels de l'AKTC ont découvert des techniques traditionnelles de renforcement de l'adobe pour enduire les murs, notamment en revenant à l'utilisation d'additifs naturels tels que le beurre de karité, la poudre de fruit de baobab ou les balles de riz. Par la suite, grâce aux connaissances qu'ils ont acquises directement sur le terrain de ces sites historiques uniques, ils ont constitué une base de données architecturales, archéologiques et techniques. Enfin, ils ont travaillé auprès de communautés et de maçons locaux en vue d'améliorer leurs capacités de construction et de gestion de ces anciens sites du patrimoine architectural. Des formations sur les techniques de construction en terre ont été proposées aux maçons, tandis que des initiatives parallèles ont été mises en œuvre pour raviver les traditions de transmission des connaissances liées aux méthodes et matériaux de restauration aux générations futures. Par un besoin d'approvisionnement en matériaux locaux, la création d'emplois et la dynamisation du tourisme, ces projets sont devenus des moteurs économiques importants au sein des communautés bénéficiaires.

À Mopti, l'AKTC a également entrepris la réhabilitation urbaine du quartier de Komoguel. Dans le cadre de la première phase des travaux, un barrage anti-inondation de 3 200 m² a été créé à l'aide de matériaux recyclés pour protéger le quartier des crues périodiques du fleuve adjacent. En outre, plusieurs points d'eau publics ont été créés afin de faciliter l'accès à une eau potable, un système d'égouts souterrains a été construit avec des raccordements aux ménages individuels dans la zone, une station d'épuration des eaux usées brutes a été installée, 4 000 m² de rues ont été pavés avec des briques fabriquées localement à partir de sacs en polyéthylène recyclés et de sable et un système de collecte des déchets solides a été mis en place. Ces travaux ont eu des effets bénéfiques visibles sur la santé des habitants et l'assainissement du quartier et se sont traduits par l'amélioration très nette de la propreté de l'environnement urbain. Le projet a également donné lieu à des avantages sociaux. Les rues, qui étaient auparavant considérées comme insalubres et peu fréquentables, sont devenues les marqueurs d'un espace social plus agréable, où les enfants peuvent jouer sans courir le risque de s'exposer à des eaux usées et où les familles peuvent s'asseoir devant leur maison et profiter de la compagnie des autres ou simplement d'une brise d'air frais.

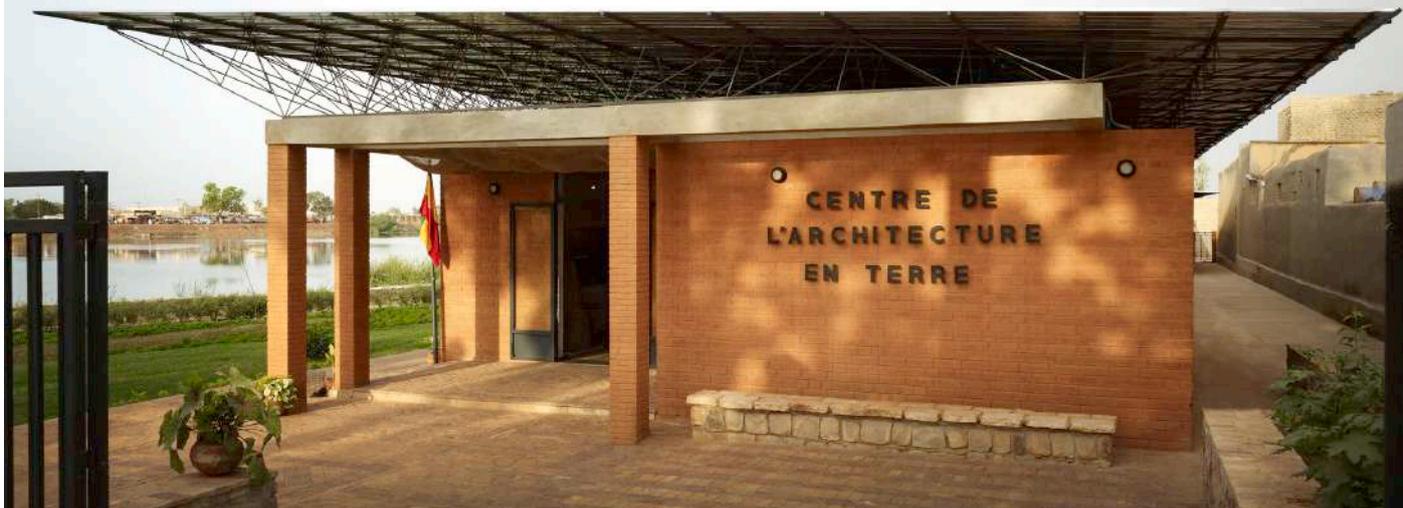
Centre de l'architecture en terre

Après la restauration de la mosquée de Komoguel, à Mopti, de la grande mosquée de Djenné et de la mosquée Djingareyber de Tombouctou, l'AKTC a entamé la construction du Centre de l'architecture en terre à Mopti, un centre d'accueil des visiteurs qui s'intègre dans l'infrastructure touristique de la ville, mais qui abrite également un programme administratif qui répond aux besoins locaux dans le district de Komoguel.

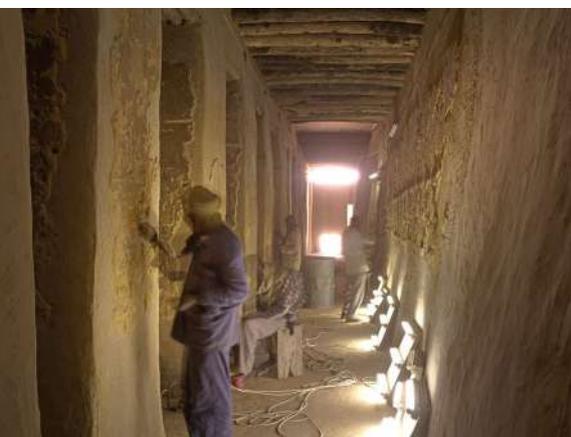


Ci-dessus et ci-contre : À Mopti, la restauration de la mosquée de Komoguel a été effectuée en parallèle de la mise en œuvre d'un programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement visant à améliorer la santé environnementale dans la zone voisine (ci-dessus). Dans le cadre de ce programme, l'AKDN a exploité une usine de fabrication de briques de pavage à base de sacs en plastique recyclés et de sable (ci-contre).

Le Centre de l'architecture en terre de Mopti, un centre d'accueil des visiteurs qui s'intègre dans l'infrastructure touristique de la ville.



CULTURE ET COHÉSION SOCIALE (SUITE)



Ci-dessus (de haut en bas) : Travaux de plâtrage à l'intérieur de la mosquée Djingareyber de Tombouctou, la plus ancienne mosquée de toute la région subsaharienne. L'intérieur de l'édifice après restauration. La passerelle qui a permis de faire passer la durée du trajet vers la décharge municipale de Djenné de deux heures de marche à cinq minutes de traversée.

Djenné

Djenné est une ville ancienne peuplée par une communauté animée de 16 000 habitants issus de divers groupes ethniques. Édifiée en 1906, la grande mosquée de Djenné est située au cœur de la ville et domine la place du marché principal. Les techniques employées lors de sa construction étaient des plus inhabituelles, puisqu'elle a été entièrement construite en petites briques de terres cylindriques appelées *djenné-ferrey*. On attribue aux maçons de Djenné des pouvoirs magiques, ce qui leur confère une certaine importance sociale au sein de la communauté. Chaque année, les habitants se réunissent à l'occasion de la célébration de la mosquée et enduisent ses murs en terre de crépis ou de plâtre.

Malgré ces campagnes d'entretien annuelles, l'édifice était en mauvais état au moment du lancement du projet, notamment au niveau des murs porteurs et du toit. Après avoir établi une documentation complète de la structure à l'aide de relevés topographiques et architecturaux, les responsables du projet ont réalisé une analyse des dommages. L'objectif était de renforcer la stabilité du bâtiment en consolidant la charpente et le système de murs porteurs. L'intérieur de la mosquée a également fait l'objet d'une réhabilitation complète : restauration des surfaces intérieures et extérieures, expulsion des chauves-souris et remplacement des équipements défectueux de diffusion sonore, de ventilation et d'éclairage. En raison du manque d'entrepreneurs spécialisés dans la conservation de monuments à Djenné, les travaux ont été entièrement gérés en interne par l'AKTC. De ce fait, le Trust a pu exercer un contrôle direct de la qualité, a bénéficié de plus de flexibilité dans l'allocation des ressources et a formé pendant le projet 120 maçons de la communauté aux méthodes de conservation.

Comme à Mopti, l'organisation souhaitait procéder à une revitalisation plus profonde de la ville afin d'améliorer la qualité de vie des communautés locales. Après plusieurs phases de consultation avec les membres et les dirigeants de toutes les communautés concernées, l'AKTC s'est penché sur l'amélioration de l'infrastructure urbaine des espaces publics ouverts : développement de la place du marché située près de la mosquée, renforcement de la gestion et des infrastructures de traitement des déchets solides et construction de systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

À Djenné, la mauvaise gestion des déchets solides et la présence de systèmes d'assainissement inappropriés menacent la santé publique et la qualité des espaces publics ouverts. Pendant des décennies, les habitants de la ville ont déversé des déchets sur les berges du Bani, ce qui a entraîné la création de remblais artificiels d'une douzaine de mètres, voire plus dans certaines zones. Conséquence directe de cette pollution, les activités portuaires ont peu à peu cessé, et les habitants se sont retrouvés coupés du fleuve pour laver leur linge ou même se baigner. Avec l'accumulation des déchets près des habitations, la situation sanitaire n'était plus propice et les parents refusaient de laisser jouer leurs enfants dehors. En collaboration avec la municipalité de Djenné, l'AKTC a élaboré un plan d'action afin d'identifier une zone pour y construire une décharge sûre. Le lieu choisi étant difficile d'accès à certaines périodes de l'année en raison des inondations liées aux précipitations saisonnières, le Trust a construit une passerelle, et les autorités locales ont mis en place un système de collecte des déchets.

Aujourd'hui, grâce à la passerelle et à l'accès immédiat à une décharge plus sûre, le centre-ville autrefois congestionné peut se développer en toute sécurité. Élément important dans ce projet, la passerelle a permis de faire passer la durée du trajet vers la décharge de deux heures de marche à cinq minutes de traversée.

En parallèle, un projet intégré de réhabilitation urbaine a été mis en œuvre en vue de transformer la place de la mosquée et du marché en un espace piétonnier



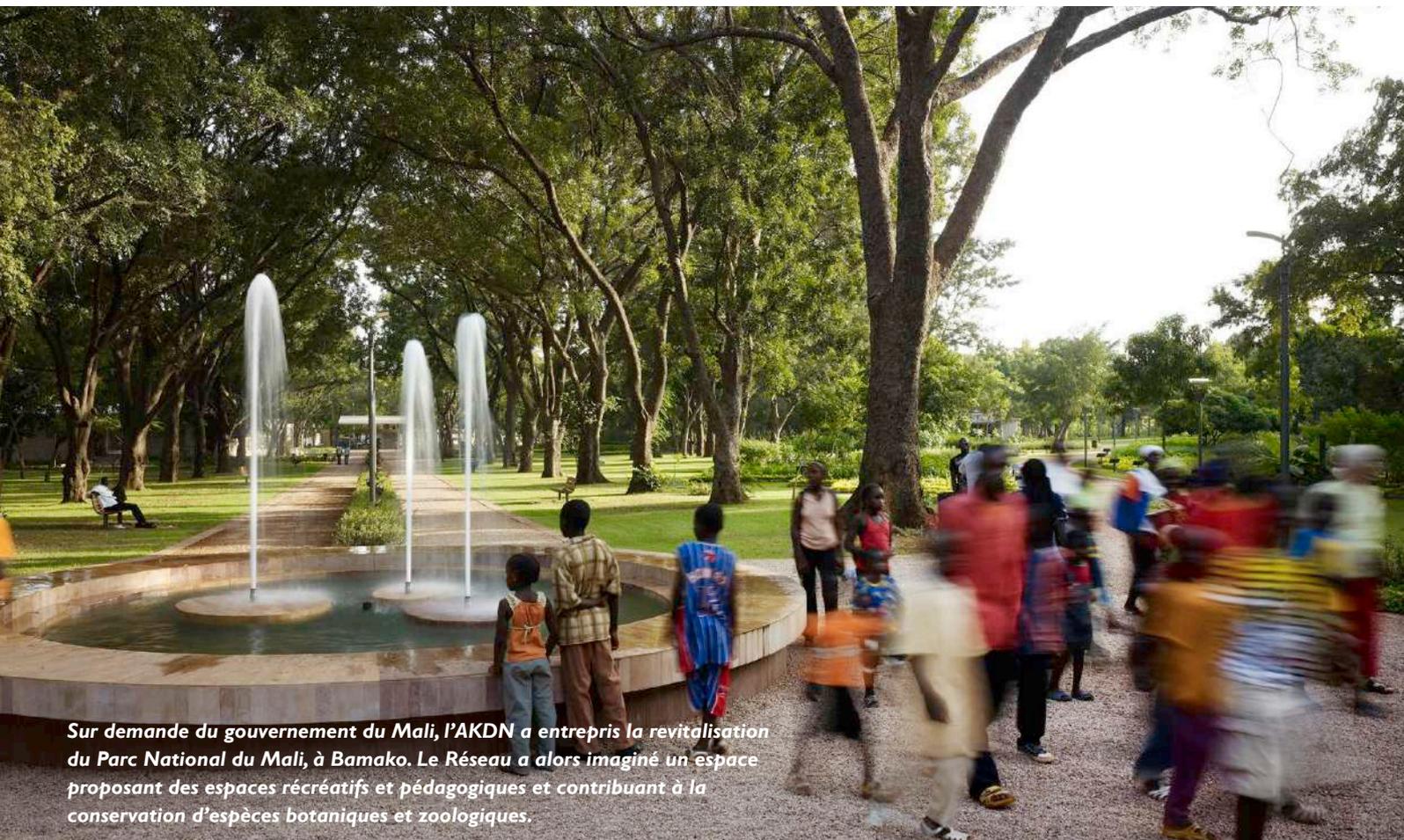
La grande mosquée de Djenné.

et d'ouvrir un grand espace public et moderne sur le fleuve. Le projet prévoyait également l'amélioration du drainage et de l'assainissement des zones visées et des rues voisines, c'est pourquoi des systèmes de gestion des eaux usées et des eaux de drainage ont été créés. L'objectif de ces travaux était de montrer comment reprendre la main sur des espaces ouverts afin d'en faire des lieux conviviaux.

Tombouctou

Plus ancienne mosquée de toute la région subsaharienne, la mosquée Djingareyber de Tombouctou, construite en 1325, est toujours utilisée par la communauté locale. Lorsque l'AKTC a commencé à étudier la zone, la mosquée, faite de pierre de tuf et de terre, était dans un état de délabrement avancé. Exposée à un climat aride et rude, la structure en plâtre et en terre montrait des signes importants de détérioration, tandis que la maçonnerie avait subi de nombreuses infiltrations et que

CULTURE ET COHÉSION SOCIALE (SUITE)



Sur demande du gouvernement du Mali, l'AKDN a entrepris la revitalisation du Parc National du Mali, à Bamako. Le Réseau a alors imaginé un espace proposant des espaces récréatifs et pédagogiques et contribuant à la conservation d'espèces botaniques et zoologiques.

les poutres en bois étaient infestées de termites. De plus, l'accumulation de couches successives de terre apposées au fur et à mesure de nombreuses années d'entretien menaçait d'affaiblir l'édifice, voire d'entraîner son effondrement.

La première étape du projet consistait à consolider la maçonnerie en terre et la charpente et à améliorer l'étanchéité de la toiture. Par la suite, les ouvriers se sont efforcés de conserver les motifs décoratifs en terre des surfaces enduites dans les espaces intérieurs de la salle de prière de la mosquée et de remplacer les équipements défectueux de diffusion sonore, de ventilation et d'éclairage.

Tombouctou est une ville éloignée, ce qui rend toute opération logistique délicate. Il est en outre difficile d'y trouver des matériaux de construction de qualité, notamment en raison de la disparition des techniques de construction en terre appropriées. Le manque d'une main-d'œuvre qualifiée de niveau intermédiaire, les menaces sécuritaires, la difficulté logistique et l'état du secteur local du transport constituent ainsi un défi de taille dans la région.

C'est pourquoi les travaux de la mosquée Djingareyber ont été entièrement gérés en interne par l'AKTC, qui a employé des maçons traditionnels issus d'entreprises locales. De ce fait, le Trust a pu exercer un contrôle direct de la qualité, a bénéficié de plus de flexibilité dans l'allocation des ressources et a formé pendant le

projet 140 maçons et artisans de la communauté aux méthodes traditionnelles de construction et aux techniques modernes de conservation. En parallèle, des cours d’alphabétisation et une formation en informatique de base ont été proposés à tous les membres de l’équipe opérationnelle et aux contremaîtres.

Parc National du Mali

Dans le cadre d’un partenariat public-privé avec le gouvernement malien, le Trust Aga Khan pour la culture a réhabilité le Parc National du Mali (ouvert en 2010) et son zoo (ouvert en 2013). À ce jour, le site a accueilli plus de cinq millions de visiteurs. Pendant les phases de création, plus de 1 500 personnes ont été employées, tandis que des entreprises et fournisseurs locaux ont été sollicités pour répondre à la plupart des besoins liés aux travaux. Aujourd’hui, le parc emploie plus de 130 personnes. Il reste l’un des sites les plus visités et les plus importants de Bamako, et de nombreuses familles choisissent d’y organiser des événements récréatifs ou sociaux. Capitale et plus grande ville du Mali, Bamako est l’une des villes à la croissance la plus rapide au monde. Avec une population urbaine estimée à 2,6 millions de personnes, le nombre d’habitants a plus que doublé depuis 2003.

Le Parc National du Mali est une infrastructure urbaine d’importance. Proche du centre-ville, il prend place dans un parc forestier protégé de 2 100 hectares situé au pied du plateau de Koulouba. Espace vert urbain par excellence, il couvre une superficie de 103 hectares, dont 24 hectares sont réservés à l’arboretum et au zoo. Situés sur le même site que le Musée national du Mali, le parc et le zoo forment, avec leur voisin, un pôle culturel, pédagogique et récréatif important dans la capitale. Avant la réhabilitation du parc, un travail a été entrepris au niveau du musée, l’objectif étant d’améliorer le système de catalogage de l’établissement avec l’aide des employés et de diffuser les connaissances acquises par l’AKTC dans le cadre de son Programme de revitalisation de l’architecture en terre.

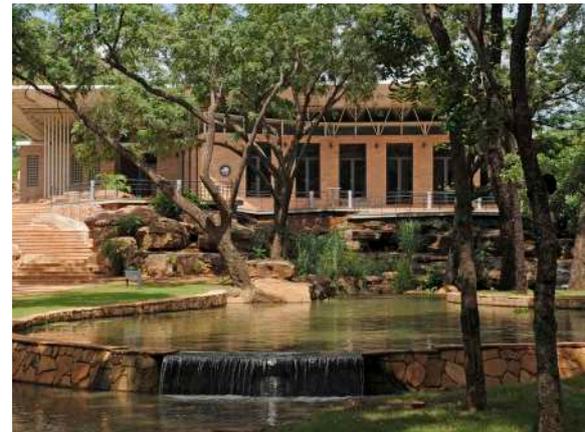
C’est le gouvernement national qui a lui-même demandé à l’AKDN de contribuer à la revitalisation du Parc National du Mali. Fort de son expérience dans la construction de parcs urbains à travers le monde, l’AKTC a ainsi proposé un modèle de réhabilitation et de développement durable du parc reposant sur un cadre institutionnel à long terme. L’objectif final était qu’il devienne autosuffisant et qu’il ne dépende plus des autorités municipales et locales. Le parc a ainsi été conçu en vue de répondre à plusieurs missions : proposer des espaces récréatifs et pédagogiques et contribuer à la conservation d’espèces botaniques et zoologiques.

Le projet de réhabilitation du Parc National du Mali s’inscrit dans le cadre des investissements réalisés par l’AKDN dans les infrastructures urbaines d’importance au Mali. Son développement a contribué à faire de Bamako un centre urbain cosmopolite florissant. Il a joué un rôle déterminant dans la naissance d’une nouvelle culture urbaine dans cette ville en pleine expansion. Avant son ouverture, il manquait aux Bamakois des lieux qui leur permettaient de se retrouver entre eux et de profiter de la nature. Aujourd’hui, cet espace vert important dans le paysage urbain fait souffler un vent de liberté, de convivialité, d’apprentissage, d’expression et de célébration sur la ville. Au cours de la première phase du projet, l’AKTC a installé une pépinière dans l’enceinte du parc afin d’y cultiver tous les végétaux qui allaient y être plantés par la suite. Grâce à ce premier travail, le Trust a été en mesure de réhabiliter les zones paysagères existantes, mais également d’en créer de nouvelles. Par la suite, de nouveaux chemins ont été tracés afin de mettre en valeur les rangées d’arbres d’origine, un jardin médicinal a été aménagé pour présenter les nombreuses plantes utilisées dans la pharmacologie traditionnelle malienne et de nouvelles zones gazonnées ont été créées entre les massifs arboricoles pour que les visiteurs puissent se détendre sur les pelouses.



5 millions

Espace vert urbain par excellence, le Parc National du Mali, à Bamako, a déjà accueilli 5 millions de visiteurs.



Ci-dessus : Dans la partie supérieure de l’arboretum, un restaurant gastronomique d’une centaine de couverts a été installé sur un escarpement rocheux, offrant à ses clients une vue panoramique sur l’ensemble du parc.

CULTURE ET COHÉSION SOCIALE (SUITE)

En outre, de nouveaux équipements ont été installés pour mieux répondre aux attentes du public. Trois entrées et plusieurs parkings pour véhicules et deux-roues ont été créés afin de faciliter l'accès au parc depuis la ville, et une nouvelle entrée a été créée au niveau du zoo. En plus d'un parc de loisirs sportifs et de plusieurs pistes de course à pied, un nouveau centre sportif équipé d'espaces de fitness et de gymnastique y a été construit. Dans la partie supérieure de l'arboretum, un restaurant gastronomique d'une centaine de couverts a été installé sur un escarpement rocheux, offrant à ses clients une vue panoramique sur l'ensemble du parc. Enfin, une scène en plein air a été construite pour y organiser des spectacles culturels et ainsi promouvoir et diffuser l'art auprès de la population urbaine.

Dans le cadre de la restructuration du parc zoologique, dont les principaux objectifs étaient de protéger et d'agrandir la collection d'animaux existante, l'AKTC a réalisé des travaux d'aménagement d'espaces et d'enclos adaptés à chaque espèce animale et a mis en place de nouvelles mesures pour assurer la sécurité du personnel, des animaux et des visiteurs. Deux années de travaux ont été nécessaires pour réaménager l'ensemble des six hectares du site et y apporter d'importantes modifications : création d'une grande volière, d'un aquarium et d'un vivarium (des espaces uniques en Afrique de l'Ouest), aménagement d'un parcours pour les visiteurs à mobilité réduite, mise en place d'infrastructures d'accueil et de services au public (nouvelle entrée, points de restauration, sanitaires, poste de secours) et création d'un parcours pédagogique avec différents panneaux et ateliers ludiques.



Ci-dessus : Le Parc National du Mali, à Bamako, offre aux citoyens un espace où ils peuvent vivre un moment bienvenu de liberté, de convivialité, d'apprentissage, d'expression et de célébration.

Le parc est le reflet de la réussite du partenariat public-privé entre le gouvernement du Mali et l'AKDN et constitue un très bon exemple de la façon dont des investissements dans la culture en milieu urbain peuvent stimuler le développement social et économique d'une ville. Le Parc National du Mali fait partie d'un réseau de parcs créés par l'AKDN à travers le monde dans des villes comme Le Caire, Edmonton, Kaboul, Delhi, Khorog, Toronto ou Zanzibar.

À l'instar des autres interventions de l'AKDN, le Parc National du Mali et les autres projets de réhabilitation de la culture entrepris par l'AKTC sont conçus dans un cadre relativement large en vue de favoriser le développement national au travers d'investissements dans plusieurs activités synergiques. Par exemple, le Trust a identifié des interventions susceptibles d'entraîner des avantages économiques, sociaux et culturels au sein de certaines communautés et a ainsi tiré parti des capacités de l'AKF et de la PAMF pour mettre en œuvre ses projets et renforcer le développement social et entrepreneurial des populations visées. La Fondation Aga Khan a mené son premier projet au Mali en collaboration avec l'AKTC, dans le cadre du programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement mis en œuvre à Komoguel, le quartier entourant la mosquée de Mopti. La PAMF a quant à elle installé ses premières agences maliennes dans la région de Mopti. Elle visait entre autres les entrepreneurs, les artisans, les agriculteurs, les éleveurs et les pêcheurs, des professionnels dont les activités renforcent les économies locales. Le Fonds Aga Khan pour le développement économique a créé Air Mali par l'intermédiaire de ses Services Aviation. Reliant Mopti et Tombouctou à Bamako et à l'Europe, la société a, de 2010 à 2012, transporté plus de 880 000 passagers dans le cadre de vols intérieurs. Tourism Promotion Services (TPS) a de son côté cherché à développer des infrastructures touristiques de qualité, comme des hôtels et des lodges, afin d'accueillir les touristes désireux de visiter les sites historiques et architecturaux du pays. Malheureusement, au lendemain de la crise sécuritaire qui a éclaté en 2012, les investissements dans le tourisme et le transport aérien ne constituaient plus une option viable au Mali et ont été mis en suspens. Malgré ce revirement, l'AKDN a continué de mettre en œuvre différentes interventions se renforçant mutuellement en vue de développer les perspectives économiques et d'améliorer la qualité de vie de la population du Mali.

Reconnaître l'excellence dans la culture

L'AKDN compte deux initiatives internationales qui reconnaissent l'excellence dans leurs domaines respectifs : le Prix Aga Khan d'Architecture et les Prix Aga Khan de Musique. Ces deux programmes ont pour mission de mettre en lumière des professionnels de talent dont le travail a un impact international et transgénérationnel.

Prix Aga Khan d'Architecture

Le Prix Aga Khan d'Architecture est remis tous les trois ans à des projets qui ont su établir de nouveaux standards d'excellence en matière d'architecture, d'aménagement urbain ou paysager et de préservation de sites historiques. À travers ses initiatives, le Prix a pour objectif d'identifier et d'encourager des conceptions qui répondent correctement aux besoins et aux aspirations des sociétés du monde dans lesquelles les musulmans ont une présence significative.

Entre 2005 et 2020, deux projets situés en Afrique de l'Ouest ont été récompensés dans le cadre de l'AKAA : le Marché central de Koudougou, au Burkina Faso (cycle 2005-2007), et l'Unité d'enseignement et de recherche de l'Université Alioune Diop, à Bambey, au Sénégal (cycle 2017-2019).

Marché central, Koudougou, Burkina Faso : ce prix a été remis à la municipalité de Koudougou, le client, et à la Direction du développement et de la coopération de Suisse (DDC), l'architecte. Ce projet met en lumière l'impact du marché central de Koudougou, un imposant espace civil propice aux échanges commerciaux et sociaux qui renforce et améliore le tissu de cette ville de taille moyenne.



Vue aérienne du Marché central de Koudougou, au Burkina Faso, projet lauréat du Prix Aga Khan d'Architecture (cycle 2005-2007).

CULTURE ET COHÉSION SOCIALE (SUITE)



Au niveau de la construction, l'utilisation novatrice de blocs de terre compressée visait à démontrer le potentiel esthétique et environnemental de ce matériau local. Marché central, Koudougou, Burkina Faso.

Lors de la construction, les bâtisseurs se sont inspirés de méthodes traditionnelles, mais y ont apporté certaines innovations, comme l'ajout de ciment dans les briques pour réduire les risques structurels et minimiser les besoins d'entretien, une contrainte constante dans l'architecture traditionnelle en terre. Aujourd'hui, 98 % des espaces du marché sont occupés. Grâce à une activité toujours au beau fixe, la structure est en mesure de financer son entretien et de nouveaux projets et montre ainsi aux élus locaux l'importance de préserver ce genre d'espaces sociaux.

Le projet du Marché central de Koudougou reposait sur un modèle participatif. Dès son lancement, les futurs occupants ont été invités à discuter des loyers, à évaluer leur capacité de paiement et à déterminer ensemble la taille des échoppes à louer. L'attribution du Prix Aga Khan d'Architecture a eu des répercussions importantes à la fois pour le marché en lui-même, qui a largement gagné en visibilité, mais aussi pour le projet, qui intégrait d'autres marchés du Burkina Faso. Après cette soudaine montée de popularité, de nombreuses demandes d'information et de collaboration ont été formulées par des partenaires privés. La récompense a en outre renforcé la confiance des populations locales qui, auparavant, s'étaient montrées réticentes malgré les potentiels avantages du projet.

Après l'attribution de l'AKAA, le monde universitaire, les responsables du gouvernement et les citoyens se sont montrés très intéressés, et certaines mesures

mises en place dans le cadre du projet ont été reproduites ailleurs, comme les techniques de gestion thermique et de ventilation naturelle, que l'on retrouve aujourd'hui dans des hôtels, des résidences privées ou encore des infrastructures religieuses et communales.

Unité d'enseignement et de recherche de l'Université Alioune Diop : ce prix a été remis au Ministère de l'Urbanisme et au Ministère de l'Enseignement supérieur du Sénégal, les clients, et au cabinet IDOM de Bilbao, en Espagne, l'architecte.

L'Université Alioune Diop a été fondée en 2007 dans le cadre des efforts déployés par le gouvernement sénégalais pour décentraliser l'offre d'enseignement supérieur. L'objectif était à la fois d'encourager les jeunes à rester dans les régions rurales et de proposer des programmes d'études adaptés à ces contextes particuliers. En 2012, l'institution comptait plus d'élèves qu'elle ne pouvait en accueillir. Un projet d'agrandissement a ainsi été lancé, et l'Unité d'enseignement en est le bâtiment principal.

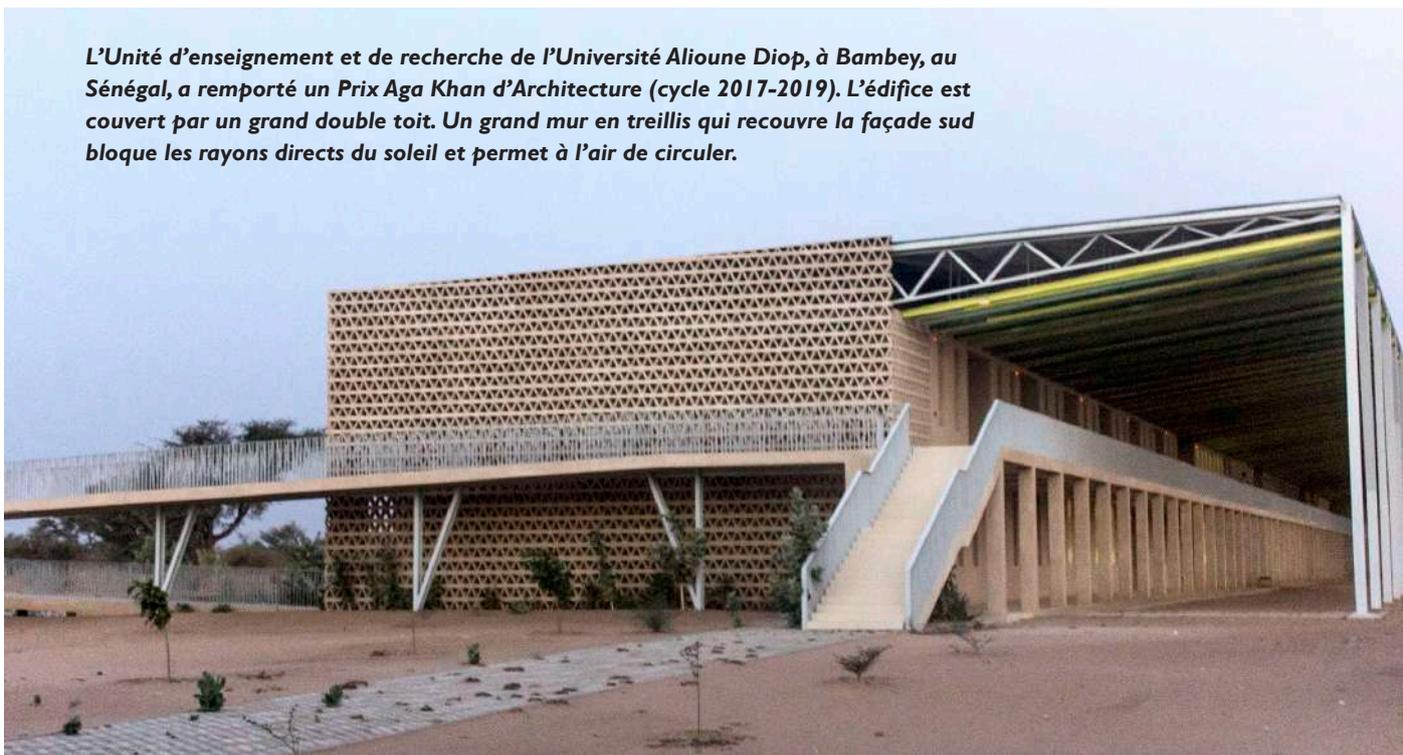
La structure intègre un amphithéâtre de 500 places, cinq salles de classe de 50 places, huit salles de classe de 100 places, trois laboratoires, dix bureaux pour les professeurs et deux salles de réunion. Les méthodes de conception employées facilitent le refroidissement passif dans cette région où la température peut facilement dépasser les 40 °C.

Le projet, qui mêle techniques de construction traditionnelles et principes de durabilité, constitue un parti pris architectural audacieux tout en maintenant les coûts et les exigences d'entretien au minimum.



Ci-dessus : Des étudiants marchent dans la galerie supérieure de l'Unité d'enseignement et de recherche de l'Université Alioune Diop, à Bambey, au Sénégal. L'architecture et l'infrastructure primées de ce bâtiment ont un impact significatif sur la qualité de leur expérience d'apprentissage.

L'Unité d'enseignement et de recherche de l'Université Alioune Diop, à Bambey, au Sénégal, a remporté un Prix Aga Khan d'Architecture (cycle 2017-2019). L'édifice est couvert par un grand double toit. Un grand mur en treillis qui recouvre la façade sud bloque les rayons directs du soleil et permet à l'air de circuler.



CULTURE ET COHÉSION SOCIALE (SUITE)

Le bâtiment est ainsi parfaitement adapté aux spécificités de la région et de la culture. L'Unité d'enseignement est une infrastructure de qualité qui aura un impact certain sur l'expérience d'apprentissage des 1 500 étudiants qu'elle peut accueillir.

Prix Aga Khan de Musique

Les Prix Aga Khan de Musique ont été créés par Son Altesse l'Aga Khan en 2018. Leur but est de récompenser et de soutenir la créativité, l'engagement et les initiatives tenant de l'exceptionnel en matière d'interprétation, de création, d'enseignement, de préservation et de revitalisation de la musique dans les sociétés du monde parmi lesquelles les musulmans ont une présence significative.

À l'occasion de la cérémonie inaugurale des AKMA, deux artistes maliens de premier plan ont été récompensés : Oumou Sangaré et Ballaké Sissoko.



Ballaké Sissoko : Ballaké Sissoko est un joueur de kora et un compositeur considéré comme l'un des musiciens les plus influents de sa génération. Issu d'une longue lignée de djélis (griots), qui transmettent les connaissances et les traditions à travers la musique, les contes et la poésie de génération en génération, il a commencé à apprendre la kora dès son plus jeune âge dans l'école de son père et a hérité de la place de ce dernier dans l'Ensemble Instrumental National du Mali à l'âge de 14 ans après son décès. Il a continué à développer ses compétences en jouant avec le guitariste virtuose Bouba Sacko. Il est par la suite devenu le premier joueur de kora local à maîtriser les styles musicaux typiques de la guitare occidentale tout en conservant les structures rythmiques traditionnelles ouest-africaines nécessaires à la danse. Il s'est produit aux États-Unis, en Europe et en Australie avec la chanteuse malienne de renom Kandia Kouyaté et a largement collaboré avec le violoncelliste français Vincent Ségala.

Ci-dessus : Le jury des Prix Aga Khan de Musique a récompensé Ballaké Sissoko « pour sa contribution durable en faveur de l'art de la kora, que vous avez su développer au travers de moyens créatifs et novateurs tout en restant fermement ancré dans la tradition de votre patrimoine musical ».

Depuis la réception du prix, Ballaké Sissoko a commencé à réaliser un film sur l'histoire de la kora et de sa famille, dont les parcours sont étroitement liés, et sur son travail en Gambie, au Sénégal et à Bamako. L'objectif de ce documentaire est de contribuer à préserver le patrimoine de la kora, un instrument très menacé, et de la faire découvrir à de nouveaux publics pour ancrer son influence dans la musique du 21^e siècle.

Oumou Sangaré : selon ses propres mots, Oumou Sangaré fait partie des gardiens de la musique traditionnelle africaine. Célèbre chanteuse et parolière malienne, elle est connue sous le nom « d'oiseau chantant du Wassoulou ». Née en 1968 de parents originaires du Wassoulou, une région culturelle située au sud du fleuve Niger qui traverse les frontières du Mali, de la Côte d'Ivoire et de la Guinée, elle a quitté l'école encore enfant afin d'aider sa mère à élever sa famille en chantant dans la rue. À l'âge de cinq ans, elle a gagné un concours de chant organisé entre plusieurs écoles maternelles, ce qui lui a offert l'occasion de chanter plus tard devant un public de plusieurs milliers de personnes au stade omnisport de Limbé, au Cameroun.

En 1990, elle a enregistré son premier album *Moussolou* (Femmes), qui s'est écoulé à plus de 200 000 exemplaires en Afrique, avec le célèbre arrangeur malien Amadou Ba Guindo. Depuis, elle a sorti sept autres albums solos et s'est produite sur des scènes prestigieuses à travers le monde. Sa musique s'inspire de la musique et des danses traditionnelles du Wassoulou ; elle est par ailleurs considérée comme ambassadrice culturelle de la région. Ses paroles traitent de la défense des droits des femmes et critiquent les enjeux sociaux tels que l'inégalité entre les sexes, le mariage forcé des enfants et la polygamie.



Le jury des Prix Aga Khan de Musique a récompensé Oumou Sangaré « pour son engagement passionné en faveur de la musique du Wassoulou, de la formation et du développement de la carrière de jeunes musiciens ».

En 1998, elle a été nommée Commandeur des Arts et Lettres de la République française et, en 2003, elle a été nommée Ambassadrice de bonne volonté de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Récemment, le programme des Prix Aga Khan de Musique a collaboré avec Oumou Sangaré afin d'apporter un soutien financier au Centre de formation professionnelle du Wassoulou. L'établissement est une initiative lancée par la musicienne elle-même en partenariat avec le Fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage, l'institution publique de formation professionnelle. Son objectif est de soutenir et couvrir les frais de 80 artistes et troupes de danses de plus de 100 personnes de la région et de leur ouvrir les scènes du Festival du Wassoulou. Lors de sa dernière édition, l'événement a rassemblé plus de 200 000 festivaliers, une scène phénoménale pour ces jeunes artistes.

Cohésion sociale

L'Afrique de l'Ouest est une région d'importance stratégique pour l'AKDN, qui s'appuie sur des décennies de travail mené en synergie et en collaboration avec les gouvernements nationaux et les communautés locales. En raison de sa situation géopolitique et de son histoire, la région a longtemps subi une importante instabilité politique et économique et essuyé des conflits sociaux alimentés par des acteurs internationaux.

Dans ses approches de développement multi-secteurs, l'AKDN a ainsi tenté de s'imposer comme un élément fondateur d'une Afrique de l'Ouest pluraliste, où les différences ethniques, culturelles et religieuses sont considérées comme une force plutôt que comme une faiblesse. Son idéologie selon laquelle la qualité de vie repose entre autres sur des aspects économiques, sociaux et culturels et son

CULTURE ET COHÉSION SOCIALE (SUITE)



Les organisations communautaires de la société civile, qu'il s'agisse de groupes d'entraide, de coopératives agricoles ou de comités de gestion, sont les maillons essentiels d'une société pluraliste, prospère et solidaire.

engagement auprès de la société civile ont contribué à la croissance de l'Afrique de l'Ouest et à en faire une région plus prospère et pacifique.

Dans ce contexte, l'AKDN a délibérément choisi d'investir dans les secteurs les plus avantageux pour les communautés rurales. En effet, en créant un nombre important d'emplois dans les régions rurales de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso, ou en ouvrant la voie au développement social et économique dans le centre du Mali, le Réseau s'impose comme un élément fondateur de communautés plus pacifiques et solidaires.

Ses agences sont des entreprises citoyennes engagées dans les différents pays de la région et poursuivent leurs activités même dans des environnements sécuritaires difficiles. Elles sont notamment restées actives pendant la crise politique qu'a essuyée la Côte d'Ivoire entre 2007 et 2011 et ont continué à développer les perspectives économiques de nombreuses communautés qui n'avaient alors aucune autre option.

Au Burkina Faso, l'AKDN a choisi de s'insérer dans les secteurs du coton et du sucre, deux filières employant de nombreuses personnes dans les régions rurales. Ce travail a renforcé la stabilité économique et sociale dans un contexte d'insécurité croissante. En parallèle, grâce au soutien qu'elle apporte aux entrepreneurs locaux, la PAMF facilite le développement économique des jeunes et renforce les perspectives d'emploi pour de nombreuses personnes.

Dans le centre et le nord du Mali, les programmes d'amélioration des perspectives économiques et de renforcement de la société civile de l'AKF et de l'AKTC ont contribué à la création d'un environnement propice à la coopération.

Les organisations communautaires de la société civile, qu'il s'agisse de groupes d'entraide, de coopératives agricoles ou de comités de gestion, sont les maillons essentiels d'une société pluraliste, prospère et solidaire. Ces groupes aident les communautés à travailler ensemble, mais également à apprendre à régler leurs différends et les conflits avec la vision commune d'un avenir pacifique et prospère. C'est pourquoi l'AKDN s'est efforcé de contribuer à la mise en place d'une société civile efficace et a soutenu à ce jour plus de 7 500 organisations de la société civile (notamment des coopératives, des groupes d'entraide, des organisations villageoises et des groupes de prêts solidaires) afin qu'elles travaillent ensemble à l'amélioration de la qualité de vie de leurs familles et communautés.

Ces structures communautaires constituent des espaces de dialogue et favorisent la cohésion sociale au sein des communautés. Elles placent le développement des capacités de médiation des conflits et de gestion des risques au cœur de leur travail et améliorent les relations entre les habitants en vue de renforcer le tissu communautaire.



7 500

L'AKDN a aidé plus de 7 500 organisations de la société civile à travailler ensemble dans l'objectif d'améliorer la qualité de vie de leurs communautés.

L'AVENIR DE L'AKDN EN AFRIQUE DE L'OUEST



Sur la période 2005-2020, les contributions économiques du Réseau Aga Khan de développement (AKDN) en Afrique de l'Ouest ont avoisiné les 18,8 milliards de dollars. Au cours des prochaines années, il diminuera ses investissements dans certains secteurs à mesure que les projets concernés rempliront leur mission initiale. Cela lui permettra ainsi de se concentrer sur d'autres secteurs pour y augmenter ses investissements. Par exemple, alors qu'il prévoit de réduire ses activités dans la restauration de Bamako, Mopti, Djenné et Tombouctou, le Réseau se donne pour objectif d'augmenter ses investissements dans le développement des infrastructures et la production d'énergie avec, notamment, le lancement de la quatrième phase de développement d'Azito Énergie. Ce nouveau projet renforcera la position de l'entreprise comme l'un des principaux fournisseurs d'énergie de la région.



Dans le secteur de l'agroalimentaire, l'AKDN poursuit actuellement ses investissements, comme en témoigne le développement de Faso Coton par la création d'une nouvelle usine de transformation à Tenkodogo, au Burkina Faso. Cette nouvelle structure créera de nouveaux emplois pour les communautés rurales locales.

Partage de connaissances

L'AKDN poursuivra également ses investissements dans le secteur de la culture. Par exemple, il continuera à mettre en œuvre des solutions pratiques pour répondre aux besoins de développement de la région. Par le biais de la Fondation Aga Khan (AKF) et du Trust Aga Khan pour la culture (AKTC), il encouragera activement le partage de connaissances essentielles et des meilleures pratiques dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la sécurité alimentaire et de la culture. En collaboration avec ses partenaires et le Parc National du Mali, il instaurera un environnement favorable à des échanges dynamiques dans le cadre desquels les meilleures pratiques internationales seront mises en lumière auprès de communautés de pratique.



Reconnaissance de l'excellence

Depuis de nombreux siècles, l'Afrique de l'Ouest se place à l'avant-garde de la mise en pratique et du partage de connaissances. La région a joué un rôle déterminant dans la préservation du savoir grâce, entre autres, à la documentation des projets de restauration de Tombouctou, à la richesse de sa musique et à son incroyable tradition de l'architecture en terre. L'AKDN continuera à mettre en valeur et à diffuser les contributions régionales dans ces différents secteurs par le biais du Prix Aga Khan d'Architecture (AKAA) et du Programme Aga Khan pour la musique (AKMP). Il continuera en parallèle à mettre en lumière et à promouvoir l'excellence ouest-africaine dans les domaines de la culture, de la tradition et de l'environnement construit à l'échelle internationale.

Ci-dessus (de haut en bas) : L'AKDN continuera d'accroître ses investissements dans Azito Énergie, en Côte d'Ivoire. Dans les secteurs de l'agroalimentaire, il renforcera ses investissements dans Faso Coton, au Burkina Faso. Au Mali (photographie) et en Afrique de l'Ouest, le Réseau favorisera le partage de connaissances essentielles et des bonnes pratiques dans des secteurs sociaux tels que la santé et l'éducation.

ANNEXE 1 – NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Dans le cadre de cette étude, nous avons adopté une approche mixte et avons mené une analyse de données quantitatives et qualitatives. En raison de la portée du projet, nous n'avons pas envisagé de collecter des données quantitatives primaires. En outre, nous n'avons réalisé aucune grande enquête dans les différentes régions ciblées. Nous avons choisi de rassembler et d'analyser les données quantitatives existantes des différentes agences et projets en vue d'élaborer un cadre d'évaluation composite. En revanche, nous avons collecté des données qualitatives primaires par le biais d'entretiens avec les principales parties prenantes, les employés des agences et entreprises et les communautés visées afin de recueillir des informations plus personnelles et de mieux comprendre les contributions des projets du Réseau Aga Khan de développement (AKDN) en faveur de la qualité de vie des communautés auprès desquelles il travaille. Plus de 45 entretiens, discussions de groupe et visites de terrain ont été réalisés dans les régions concernées afin de couvrir le travail de toutes les agences de l'AKDN.

Effet multiplicateur

Dès que possible, l'équipe de recherche a pris en compte la notion d'effet multiplicateur dans toutes les analyses approfondies mentionnées dans ce document. L'effet multiplicateur correspond au fait qu'un apport financier donné entraîne des retombées économiques plus importantes que l'investissement initial dans une région cible. Par exemple, l'injection de nouveaux capitaux dans une communauté par le biais des salaires versés aux employés d'une entreprise ou des produits achetés à des agriculteurs entraînera une augmentation de l'activité économique lorsque ces derniers acquerront à leur tour des biens et des services. L'effet multiplicateur tient également compte de l'épargne future des individus concernés (ce qui exclut ainsi du processus de calcul l'épargne retirée de la circulation). La formule de calcul de cet effet utilise les propensions marginales :

Multiplicateur = $1/(1 - \text{propension marginale à consommer}) = 1/\text{propension marginale à épargner}$. Si pour 1 dollar gagné, une personne épargne 0,2 dollar, le facteur multiplicateur est de 5. Ainsi, pour chaque dollar gagné, un revenu supplémentaire de 5 dollars est créé.

Pour les calculs de cette étude, nous avons utilisé les données de la Banque mondiale sur les « Dépenses de consommation finale des ménages et des institutions à but non lucratif au service des ménages (% du PIB) » pour identifier la propension marginale à consommer. Nous avons effectué les calculs par pays et sur la base de données annuelles dans l'objectif d'obtenir un niveau de certitude le plus élevé possible. L'effet multiplicateur des interventions de l'AKDN est calculé à 18,8 milliards de dollars sur la base d'un apport financier direct de 3,6 milliards de dollars. Dans les apports directs, nous avons pris en compte les salaires versés au personnel (employés directs et indirects de l'AKDN), les dépenses de microfinance (le remboursement du prêt a été inclus dans le calcul), les impôts versés (en tant qu'apport économique dans les économies nationales et régionales) et le montant des achats réalisés auprès des producteurs.

L'effet multiplicateur global pour cette étude est de 5,06, ce qui signifie que pour chaque dollar injecté dans l'économie, 5,06 dollars supplémentaires ont été créés. La valeur de cet effet s'aligne sur les résultats des autres études réalisées par l'AKDN. Par exemple, l'étude « Aga Khan University's Economic Impacts in Pakistan » (Impacts économiques de l'Université Aga Khan au Pakistan - publiée par l'AKU en janvier 2018) indique que pour chaque roupie dépensée par l'AKU, 7,3 roupies sont générées en bénéfices économiques. L'étude « Informal Saving Practices in Developing Countries » (Pratiques de l'épargne informelle dans les pays en développement) publiée en 2009 par Semantic Scholar sur l'impact de l'épargne dans l'économie informelle relève un facteur de 11,76. Pour chaque dollar économisé au sein de groupes d'épargne, 11,76 dollars supplémentaires sont créés. En comparaison, notre facteur de 5,06 figure ainsi dans la tranche inférieure.

Le **Réseau Aga Khan de développement (AKDN)** est un groupe d'agences de développement dont les missions s'étendent à des domaines tels que l'environnement, la santé, l'éducation, l'architecture, la culture, la microfinance, le développement rural, la réduction des risques de catastrophe, la mise en valeur des entreprises du secteur privé et la revitalisation des villes historiques. Les agences de l'AKDN mettent en place leurs programmes sans distinction d'origine, de sexe ou de confession et sont fortes de plusieurs décennies d'expérience en matière d'intégration du développement économique, social et culturel.

Pour tout complément d'information, veuillez vous rendre sur le site internet : **www.akdn.org**



Rapport rédigé par :

Hussein Faruque Aly (AKDN Afrique de l'Ouest), avec l'aide de Safia Jiwani, Natasha Kone, Yasmin Damji, Shirin Ahmed et Masood Ali Khan.

Photographies :

AKDN / Lucas Cuervo Moura, Nathalie Gagne, Gary Otte, Christian Richters, Gael Turine, Christopher Wilton-Steer, Hussein Faruque Aly.

© **AKDN**, décembre 2021.



AGA KHAN DEVELOPMENT NETWORK